

République du Niger

Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 12 au 23 juin 2017
Date du document: 25/09/2017
No. du Projet: 1100001688
No. du rapport: 4518-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du ProDAF	2
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)	16
E. Aspects fiduciaires	20
F. Durabilité	24
G. Conclusion	24

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF) et notes attribuées	25
Appendice 2: Cadre logique actualisé du ProDAF au 31 /05 /2017: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	29
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	33
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA au 31 mai 2017 (y compris indicateurs SYGRI)	37
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composantes, et décaissements par catégories	41
Appendice 6: Application des dispositions de l'Accord de Financement: état d'avancement	46
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	47

Sigles et acronymes

ACAP	Appui Conseil Agricole Paysans
AcSAA	Actions pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
AFV	Actions pour les Femmes Vulnérables
AS	Activité Structurante
ASAP	Fonds Fiduciaire pour le Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne
ATJ	Assistant Technique Junior
ATN	Assistant Technique National
ATNS/IP	Assistant Technique National Senior en Ingénierie de Projet
ATNS/DP	Assistant Technique Senior en Dialogue Politique
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BAGRI	Banque Agricole
BEEEI	Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact
BER	Brigade d'Entretien Routier
CAFER	Caisse Autonome pour le Financement de l'Entretien Routier
CCIAN	Chambre de Commerce d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CCS	Centre de Collecte Satellite
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ Ecole Paysans
CEPM	Champ Ecole Paysans Maraîchers
CES/DRS	Conservation des Eaux et Sols/Défense et Restauration des Sols
CMNN	Commission Mixte Nigéro - Nigériane de Coopération
CMR	Cadre de Mesure de Résultats
Comp	Composante
CRA	Chambres Régionales d'Agriculture
CTL	Cellule Technique Locale
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DCP	Document de Conception du Programme
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DIPE	Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FISAN	Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupement d'Appui Conseil Agricole Paysans
GIE	Groupement d'Intérêt Economique

GSC	Groupements des Services Conseils
HG	<i>Hadin Gwiwa</i>
i3N	Initiative 3N, les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropic
IF	Institutions de Financement
IMF	Institution de Micro Finance
INRAN	Institut National des Recherches Agronomiques du Niger
INSAH/CILSS	Institut du Sahel/Comité Inter état de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel
IR	Instances Rurales
IRE	Intégration Régionale des Echanges
JDC	Jardins de Cases
LAE	Lettre à l'Emprunteur
LFSN	Leadership Féminin et Sécurité Nutritionnelle
MAG	Ministère de l'Agriculture
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marchés de Demi Gros
MER	Micro Entreprise Rurale
Mi	Maradi
NODEF	Nouvelles Opportunités pour les Défavorisés
OFID	Fond de l'OPEP pour le Développement International
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
P1	Phase 1
P2	Phase 2
P3	Phase 3
P4	Phase 4
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDE	Pôles de Développement Economiques
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PFC	Plateforme de Commercialisation
PPI	Projet de Petite Irrigation
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRACC	Programme Régional d'Appui à la Croissance et à la Compétitivité
ProDAF	Programme de développement de l'agriculture familiale
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PUSADER	Programme d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement Rural

RC1	Responsable Composante 1
RC2	Responsable Composante 2
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger
Resp	Responsable
SAF	Service Administratif et Financier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
STD	Services Techniques Déconcentrés
STR	Services Techniques Régionaux
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
Ta	Tahoua
TDR	Termes de Référence
URGP	Unités Régionales de Gestion du Programme
Zr	Zinder

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision conjointe du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder, conduite par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement du Niger s'est déroulée en République du Niger, du 12 au 23 juin 2017. Cette mission avait pour objectif général d'examiner le niveau d'avancement de la mise en œuvre de ce programme en prenant en compte l'ensemble de ses guichets de financement incluant les projets en cours d'achèvement à savoir le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi (PASADEM) et le Projet de Petite Irrigation (PPI *Ruwanmu*).
2. De manière spécifique, la mission visait à: (i) passer en revue les réalisations techniques et financières du Programme depuis la dernière mission de supervision d'octobre 2016 et, (ii) identifier les principales contraintes auxquelles fait face le programme et proposer les mesures correctives.
3. Pour rappel, le ProDAF est entré en vigueur le 21 septembre 2015 et sera mis en œuvre sur une période de huit ans (2015 à 2023). Le guichet ProDAF est composé des prêts FIDA (instruments financiers n° 2000001115, 2000001542 et No. 2000001647), des dons FIDA (instruments financiers n° 2000001116, 2000001541 et No. 2000001645), d'un don ASAP (instrument financier n° 2000001117), d'un don FEM No. 2000001618 et d'un Prêt OFID 1683 P. Le ProDAF est régi par trois accords de financement spécifiques dont un pour les financements FIDA et ASAP, un pour le Don FEM et un autre pour le Prêt OFID. La mise en œuvre du ProDAF comme Programme Pays du FIDA au Niger intègre également les guichets PASADEM (Prêt L-I-853-NE) qui est entré en vigueur le 12 mars 2012, pour une durée de six ans et dont l'achèvement est prévu pour le 31 mars 2018; PPI *Ruwanmu* (Prêt FIDA L-I-877 NE / Prêt Fiduciaire L-E-14 NE / DON FIDA G-I-C 1390 NE), entré en vigueur le 19 février 2013 avec une date d'achèvement prévue le 31 mars 2018 et PUSADER+ (OFID # 1559 P) qui s'achève le 30 Juin 2017. Ainsi, la majeure partie des activités des guichets PASADEM, PPI *Ruwanmu* et PUSADER+, sont en phase de finalisation et en conséquence celles inscrites au PTBA 2017 sont limitées.
4. Au démarrage, la mission s'est entretenue avec M. Diamoitou Guessibo Boukary, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Elle a également eu une séance de travail avec M. Ali Bety, Haut-Commissaire aux 3N et le Secrétaire Général de la même structure M. Mahaman Sani Abdou.
5. Du 13 au 20 juin 2017, la mission s'est rendue dans les trois régions de la zone d'intervention du programme – Tahoua, Zinder et Maradi – où elle a été reçue par le Gouverneur de la Région de Zinder, et les Secrétaires Généraux des Régions de Tahoua et de Maradi. Les visites de terrain et des rencontres de travail avec les cadres du ProDAF et leurs structures partenaires ont été organisées. La mission de terrain a été conclue à Maradi par une séance d'échanges sur les principaux constats et recommandations de la mission avec l'équipe du ProDAF incluant les partenaires de mise en œuvre.

¹ Composition de la mission: L'équipe FIDA était composée de: M. Achancho Valentine, CPM/WCA, Chef de mission FIDA, Kadre Kadei, CPO/WCA, Mme Haoua Sienta, FMD/FIDA, M. Desiré Gueye Massa, consultant en gestion fiduciaire, M. Alain Barbet, agronome, consultant en agriculture familiale durable, Mme Amélie Guiot Zimmermann, consultante en environnement et adaptation au changement climatique, M. Badamassi Djariri, consultant en partenariat / Organisations Paysannes et ingénierie de projets, Mme. Martha Populin, Consultante en Partenariat, suivi-évaluation et ciblage et M. Marius Sanon, consultant en infrastructures rurales. La partie gouvernementale était composée de: M. Abdou Chaibou, Directeur des études et programmation au MAG/EL, Chef de mission Gouvernement, M. Alyou Abdou Ali, DSEI/MP, M. Lemane Ibrahim, HC3N, Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL, M. Aboubakar Kourna, DGA/MAG/EL, M. Ousseini Halidou DEP/MAG/EL, Cdt Abdel Aziz Harouna Niandou, MEDD. L'équipe du Programme participant à la mission était composée de: M. Assadek Mohamed, ATNS/DP, M. Guéro Chaibou, ATNS/IP, M. Chaibou Magagi, ATN/CF, M. Saley Sadikou, ATN/SE, M. Issa Saadou, ATN/PR, M. Namata Issa Mamane, ATN/ Agronome. Les URGP étaient représentées par MM. Soumaila Abdoulaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/Zinder, Aboubacar Ousmane Gogé, Coordonnateur/URGP/Tahoua, les cadres de leurs URGP respectives, M. Gourgoudou Hadi Abdoulnasser, contrôleur de gestion interne des trois URGP et M. Aly Adamou Mamane, Chargé de communication.

6. L'Aide-mémoire de la mission de Supervision a été restitué au Gouvernement le 23 juin 2017 sous la présidence de M. Yakoubou Mahaman Sani, Directeur General de la Programmation du Développement au Ministère du Plan. Les observations et commentaires issues de cette restitution ont été prises en compte dans le présent rapport.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du ProDAF

7. Le Plan de Travail et Budget Annuel 2017 (PTBA 2017) du Programme a reçu la non objection du FIDA en janvier 2017 pour un montant global de 15 725 275 213 F CFA, guichets PASADEM et PPI Ruwanmu inclus:

GUICHETS	Montant (FCFA)	% du PTBA
ProDAF/FIDA	8 264 119 102	53%
ProDAF/ASAP	2 020 330 394	13%
FEM/ ProDAF	463 920 000	3%
ProDAF/OFID	1 230 872 152	8%
PUSADER+	1 019 124 110	6%
PASADEM	511 888 090	3%
PPI Ruwanmu	547 525 101	3%
Contribution de l'Etat	967 296 264	6%
Contribution des bénéficiaires	700 200 000	4%
TOTAL	15 725 275 213	100%

8. Les sources de financement spécifiques au guichet ProDAF font une prévision totale de 11 979 241 650 F CFA contribuant ainsi pour 77% du financement global.

9. La mission note que les taux d'exécution physiques et financiers du PTBA au 31 mai 2017 sont moyennement satisfaisants et se situent respectivement à 36% et 34% des prévisions du PTBA 2017 comme l'indique le tableau suivant:

Région	Taux d'Exécution physiques		Taux d'Exécution financière	
	Basé sur les prévisions Semestre 1	Basé sur le PTBA	Basé sur les prévisions Semestre 1	Basé sur le PTBA
Maradi	56%	31%	75%	49%
Tahoua	47%	35%	78%	32%
Zinder	81%	40%	71%	39%
CENAT	68%	36%	43%	18%
TOTAL	63%	36%	67%	34%

10. La performance du Programme a été essentiellement affectée par la lenteur des procédures de passation de marchés n'ayant pas permis d'entamer la réalisation de certains chantiers. L'analyse globale des prévisions en matière d'infrastructures montre toutefois qu'il n'y a pas de retard notoire qui impacterait sur les prévisions des infrastructures à livrer à la fin 2017. La mission a noté avec satisfaction que les dossiers des études techniques et les processus de passation des marchés pour la réalisation des infrastructures sont pour la plupart à un stade avancé.

11. **Mobilisation des financements du ProDAF.** Avec le premier décaissement du Don FEM intervenu en avril 2017, l'ensemble des guichets de financements extérieurs prévus dans le plan de financement du Programme ont été mobilisés. Toutefois, la mission a noté le faible niveau de mobilisation des fonds de contrepartie en numéraire dont le taux actuel est de 0,1% par rapport aux prévisions du DCP. La mission attire l'attention du gouvernement sur cette situation et recommande à la CENAT de faire un suivi rapproché de ce dossier auprès des autorités compétentes.

12. **Evolution des activités dans les Pôles de Développement Economique (PDE).** L'approche de mise en œuvre des activités dans les PDE se base sur une concentration des activités par phasage au niveau des 21 Pôles de Développement Economique (PDE) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en vue de maximiser les impacts de ses interventions. La mission note que le niveau d'avancement est conforme aux prévisions avec 4 PDE en phase 1 (Gayi, Guidiguir, Mayahi, Damagaram Takaya); 3 PDE en phase 2 (Mirriah, Karofane et Badaguichiri) et 12 PDE en phase 3 (Bandé, DOUNGOU Guidimouni, Tessaoua, Guidan Roumdji, Sabon Machi, Djirataoua, Tchadoua, Gourjia, Sabon Guida, Doguéraoua et Tabalak). Le ProDAF a dans l'ensemble pris en compte le souci d'un enchaînement cohérent entre ingénierie sociale et ingénierie civile exprimé lors de la dernière mission de supervision conjointe d'octobre 2016.

13. **Gestion du Programme et dossiers prioritaires.** La mission a noté que dans sa structure actuelle et l'affectation de son imputation, les charges salariales du ProDAF estimées à 804 960 000 F CFA par an ne pourront pas être couvertes au-delà de 2019. *Une analyse approfondie de cette situation (audit des postes de travail) est nécessaire pour trouver d'ici la fin de l'année 2017 des solutions sur la soutenabilité des charges salariales du personnel du ProDAF.* De manière générale, bien que les performances des opérateurs de mise en œuvre soient appréciables, la mission a noté que certains opérateurs identifiés dans le DCP ne fournissent pas des services à la hauteur des attentes. *La mission recommande de ne pas reconduire ces contrats et de les ouvrir à la concurrence.*

Mesure convenue	Responsabilité	Dates convenues
Assurer la mobilisation effective des fonds de contrepartie en numéraire.	Gouvernement Suivi par la CENAT	Immédiat
Effectuer une analyse approfondie de la situation de la masse salariale (audit des postes de travail) et proposer des solutions pour assurer sa soutenabilité pour le reste de la durée du Programme.	CENAT et Coordinateur URGP	Décembre 2017
Résilier les contrats non performants et les ouvrir à la concurrence.	Coordinateur URGP	Décembre 2017

C. Produits et effets

Composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »

14. **AS1: Aménagement des bassins versants.** Les activités en gestion des ressources naturelles prévues sur les fonds FEM et ASAP présentent en fin de premier semestre des taux de réalisation satisfaisants allant jusqu'à 84% (285 ha pour l'aménagement de couloirs de passages et d'aménagement d'espaces agropastoraux); 71% (1 155 ha de récupération des terres dégradées) et 43% (12 437 ha de surfaces mises sous RNA, Régénération Naturelle Assistée). La mission a constaté cependant que les travaux mécaniques de récupération des terres ont débuté cette année avec plusieurs mois de retard. Or, la mise en œuvre d'activités de CES/DRS après les premières pluies risque d'entrer en concurrence directe avec les activités de production et les travaux champêtres. Ces retards sont donc susceptibles d'affecter non seulement la qualité des ouvrages, mais également de renforcer la vulnérabilité alimentaire des ménages les plus fragiles ciblés par ces activités.

15. Les travaux de fixation de dunes sont pénalisés par l'insuffisance de matériaux de confection, dont l'usage pour les palissades est concurrencé par l'alimentation du bétail. Dans la région de Maradi, le potentiel de surfaces éligibles à la fixation de dunes serait épuisé après 94 ha traités cette année. Si avérée, cette situation limiterait non seulement l'atteinte des objectifs du PTBA 2017 (250 ha de dunes fixées), mais également la cible globale du ProDAF Maradi (750 ha au total d'ici 2023).

16. La mission constate avec satisfaction que i) la formation de Comités de gestion (COGES) s'effectue de manière systématique et anticipée par rapport aux activités de récupération des terres,

ii) les conditions de gardiennage et de mise en défens y sont systématiquement débattues et adoptées collégialement et, iii) le statut foncier des terres récupérées et les modalités de leur future exploitation y sont souvent clarifiés afin de prévenir tout risque de conflit ultérieur. Cette démarche contribue significativement à la sécurisation foncière des sites récupérés ainsi qu'à leur gestion durable par les communautés de bénéficiaires. Cependant, trop peu de COGES créés sur site et dans le cadre de projets ponctuels ne persistent après ces interventions s'ils ne sont intégrés au sein d'Associations des Usagers de l'Eau (AUE). Il s'agit donc de veiller à i) se montrer sélectif sur le choix des terrains à récupérer, de façon à ce qu'ils se situent dans le périmètre d'une AUE bien organisée et, ii) formuler explicitement cette exigence au niveau des contrats de partenariat, afin que celle-ci soit prise en compte dans l'évaluation de la qualité de prestation des partenaires de mise en œuvre.

17. En matière de suivi environnemental, les capacités opérationnelles des cellules SIG au sein de chaque URGP ont été efficacement renforcées avec le renforcement des effectifs (recrutement d'un ADL à Zinder), la formation des opérateurs ainsi que l'acquisition de logiciels de cartographie et de GPS. Le suivi des superficies en RNA, auparavant basé sur le déclaratif, s'est nettement affiné grâce à ces nouveaux outils. La mission constate que la désagrégation des indicateurs par source de financement ASAP et FEM, et par site géographique a été effectuée par les services de S&E des trois régions; l'harmonisation et l'implémentation régulière de ces fichiers doit permettre la présentation d'un état des lieux précis à chaque mission de supervision.

18. La mission souligne l'importance du partenariat stratégique scellé entre le ProDAF et HC3N sur financement FEM dans le cadre du PAI-SA pour la mise à l'échelle du dispositif de S&E environnemental et la contribution au dialogue politique concernant les bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles et de promotion de la sécurité alimentaire. La mise en œuvre de la convention a démarré et les premiers résultats seront analysés lors de la prochaine mission de supervision. Sur ce Programme d'approche intégrée sécurité alimentaire FEM (FEM/PAI-SA), un rapport provisoire de la situation de référence dans les régions de Maradi, Zinder et Tahoua a été reçu en mai 2017.

19. La mission note que l'accord de financement du Don FEM signé le 21 novembre 2016, fait référence à 5 ans de financement alors que le DCP est planifié sur 6 ans (2016-2021). *Cette question doit être adressée dès la revue à mi-parcours, dans le sens d'un amendement de l'accord ou du redéploiement effectif des activités sur 5 ans.*



Photo 1: Utilisation de compas pour tracer les demi-lunes (Zinder)



Photo 2: Cordons pierreux sur le site de Bagaye (Tahoua)

Mesure convenue	Responsabilité	Dates convenues
Planifier en amont l'élaboration des conventions de partenariat de la GRN pour que les travaux mécaniques débutent dès le mois de février pour ne pas concurrencer la disponibilité de main d'œuvre en début de saison de pluie pour la production agricole.	Resp. Composante 1 3 URGP	Février 2018
Organiser une mission d'évaluation des surfaces éligibles à la fixation de dunes dans la zone du ProDAF Maradi en impliquant les acteurs concernés (services techniques, Mairies, HC3N et Conseil Régional de Maradi) et envisager une réaffectation des fonds sur le poste de la lutte contre le Sida cordifolia.	Coordinateur Maradi, CENAT ATNS/IP	Décembre 2017
S'accorder avec les partenaires techniques lors de l'établissement des conventions de partenariat pour que l'intégration des COGES au sein des AUE soit notifiée dans le contrat et prise en compte dans l'évaluation de la qualité de leur prestation.	Resp. Composante 1 Partenaires techniques	Novembre 2017

AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux

20. Les ouvrages de mobilisation des eaux prévus ont pour vocation de collecter les eaux dans les zones de faible inclinaison en vue de: (i) favoriser le stockage souterrain par la recharge des nappes à travers les seuils d'épandage, (ii) permettre le stockage de l'eau de surface à travers les mini barrages et les mares à aménager et (iii) permettre la mise en valeur agricole de ces réserves d'eau à travers des cultures de décrues et des cultures irriguées gravitairement à partir des mini barrages ou par pompage à travers les forages à réaliser. Certains de ces ouvrages, notamment les seuils d'épandage, ont également une fonction antiérosive permettant ainsi la stabilisation des berges des cours d'eau et la restauration des sols dégradés.

21. Au titre du PTBA 2017, les prévisions des 3 URGP pour cette composante portent sur 4 étapes à savoir:

- La conduite du processus de recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux de construction de 7 seuils d'épandage dont 3 dans la région de Maradi et 4 dans la région de Zinder;
- Le recrutement des cabinets de contrôle des travaux de réalisation des 7 seuils dont la réalisation est prévue dans les régions de Maradi et de Zinder;
- La conduite des études de faisabilité de 31 seuils (région Maradi: 15, région de Tahoua: 7 et région de Zinder: 9) ainsi que d'un mini-barrage dans la région de Zinder;
- Le recrutement de cabinets pour les études de 15 seuils et 2 mini-barrages dans la région de Tahoua et d'aménagement de 2 mares dans les régions de Maradi et de Tahoua.

22. Le niveau général de mise en œuvre des activités prévues dans le PTBA au 31 mai 2017 est résumé ci-après:

- Le recrutement des entreprises pour les travaux de construction des 7 seuils dans les régions de Maradi et de Zinder est au stade de validation des DAO (Maradi) et de lancement des DAO (Zinder). En rappel, au cours de la mission de supervision d'octobre 2016, le déroulement des feuilles de route avait laissé entrevoir de faibles probabilités de réaliser les premiers seuils avant le début de l'année 2018. La mission avait recommandé aux URGP de Maradi et de Tahoua, de rechercher auprès des DRGR ou d'autres partenaires intervenant dans le domaine des seuils d'épandage des dossiers d'études existants et procéder à leur actualisation rapide et l'élaboration des DAO avec l'aide des DRGR ou de consultants indépendants ce qui permettra de lancer les appels d'offres et de recruter les entreprises et les bureaux de contrôle pour le démarrage des travaux avant la fin de l'année 2017 et leur achèvement avant l'installation de la saison des pluies de 2018. Ce processus a été déroulé avec succès et devrait permettre de démarrer les premiers travaux à la fin de l'hivernage (octobre ou novembre 2017);
- Le recrutement des cabinets pour le contrôle des travaux des 7 seuils est au stade de présélection (constitution des listes retreintes);
- Les études sont au stade de finalisation des APS de 15 seuils dans la région de Maradi et d'élaboration des APD et DAO pour 7 seuils dans la région de Tahoua, 9 seuils et 1 mini-barrage dans la région de Zinder;
- Le recrutement des cabinets pour les études de 15 seuils et 2 mini-barrages dans la région de Tahoua et d'aménagement de 2 mares dans les régions de Maradi et de Tahoua est au stade de présélection (constitution des listes retreintes).

23. Pour la réalisation des seuils d'épandage, le DCP a prévu deux types d'ouvrages en maçonnerie de moellons à savoir:

- Les seuils de type 1 qui devraient permettre l'épandage des eaux sur une superficie d'au moins 70 ha à l'amont;
- Les seuils de type 2 qui devraient permettre l'épandage des eaux sur au moins 150 ha.

24. Dans les cours d'eau où les écoulements sont torrentiels et de longue durée, les ouvrages en maçonnerie ne sont pas adaptés compte tenu des grands risques de renardage (passage d'eau sous les seuils ce qui est très préjudiciable à leur bonne tenue). Pour ces cas, il est donc nécessaire de recourir à d'autres matériaux pour la construction des seuils notamment les gabions ce qui grève le coût des ouvrages.

25. Dans ce contexte, les seuils proposés par les études peuvent certes être plus coûteux mais permettent de dominer des superficies plus importantes que les prévisions. Il est alors nécessaire de prendre en considération l'atteinte de la cible en termes de superficies dominées par les seuils et non le nombre de seuils à construire.

26. Concernant les mini barrages, les recherches n'ayant pas permis d'identifier un site favorable pour ce type d'ouvrage dans la région de Maradi compte tenu de la topographie de la région.

27. Sur recommandation de la supervision d'octobre 2016, cet ouvrage a été transformé en périmètres irrigués (100 ha répartis en 10 petits périmètres communautaires). L'URGP a conduit les prospections qui ont permis d'identifier 13 sites potentiels pour conduire les études APS, APD et DAO pour l'aménagement de 10 périmètres irrigués. Le processus de recrutement des cabinets pour les études est en cours. Ces études devraient permettre de retenir 3 sites prioritaires à aménager en 2018.

AS3: Aménagement des bassins de production

28. Le PTBA 2017 prévoit les activités suivantes: (i) aménagement et la mise en valeur de 610 ha dont 580 ha de petite irrigation sous forme de dossiers de microprojets individuels ou en groupements et 30 ha en aval de mini barrage à travers le nouveau mécanisme de financement à coût partagé des Microprojets (MP); (ii) accompagnement des bénéficiaires en termes d'appui conseil de proximité au niveau des exploitations familiales appuyées par le programme et (iii) mise en place et opérationnaliser un dispositif de collecte des données pour l'analyse économique et financière afin de mieux capitaliser les résultats.

29. La mission note que dans le cadre des conventions de partenariat signées avec ASUSU et BAGRI, 101 dossiers de petites irrigation couvrant 224 ha (38,62%) ont été financés et plusieurs missions d'information et sensibilisations ont été conduites sur le terrain. Les CRA et les OPA ont joué un rôle déterminant dans l'accompagnement des producteurs pour la définition des besoins nécessaire au montage des dossiers de demande de crédit. Les CRA ont également facilité la mise en relation entre les Institutions Financières (IF) et les producteurs au travers de visites conjointes des exploitations agricoles permettant une meilleure appréciation des projets à financer.

30. La mission a noté toutefois des lenteurs dans le processus de validation et de traitements des dossiers par les institutions financières (BAGRI et ASUSU). Les petits producteurs qui constituent la cible du ProDAF éprouvent de difficultés pour la constitution du dossier de demande de crédit à soumettre aux IF ayant signé la convention avec le ProDAF.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elargir et privilégier les partenariats avec les institutions financières de proximité pour donner plus d'opportunité de choix aux petits producteurs sur le financement à coûts partagés.	Resp. Composante 1	Immédiat et continu
Intensifier les missions d'information-sensibilisation au niveau des promoteurs afin que ces derniers s'engagent dans le crédit en toutes connaissances de causes.	Resp. Composante 1	Immédiat et continu

AS4: Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques

31. Au cours du premier semestre 2017 et comme l'avait recommandée la dernière mission de supervision, le ProDAF a réalisé, en préalable à la mise en place des Champs Ecoles Paysan (CEP), deux types de formations. La première a ciblé les superviseurs (techniciens des DRA, DDA et CDA, ainsi que le personnel des ONG/GSC). Ces enseignements en cascade ont porté sur (i) les bonnes pratiques phytosanitaires (reconnaissance des ravageurs et auxiliaires des cultures, application des produits phytosanitaires, préparation et utilisation de bio pesticides à base d'extraits botaniques tels que le neem, piment et tabac); (ii) les concepts généraux de l'agriculture de conservation (AC)

promus par la FAO²; (iii) la gestion intégrée de la fertilité des sols à travers la réalisation de compostières, l'emploi de la fumure organique et des engrais chimiques aux doses préconisées par la recherche.

32. Le deuxième type de formation a concerné les animateurs endogènes. Il est essentiellement basé sur l'apprentissage et la maîtrise de la conduite d'un CEP (mise en place, organisation, techniques d'animation de groupes, diffusion des thématiques répondant aux contraintes des paysans,...).

33. Concernant, les contenus de formation sur l'agriculture de conservation (AC), la mission les juge trop conceptuels pour raisonnablement être appliqué en CEP. Bien que nécessaires et indispensables, ces cours théoriques devront être accompagnés d'enseignements pratiques et de fiches techniques ad hoc pour une meilleure appropriation par les techniciens, et pour une plus grande prise en compte de l'intérêt (i) du travail minimal du sol et/ou des systèmes de semis direct³, (ii) des plantes de couverture (iii) de la diversification des espèces cultivées, en association et/ou dans la rotation. Il s'agira en outre de s'assurer que la formation pratique se traduise, en termes d'action, par la capacité à mettre en pratique ce que l'on sait théoriquement. Pour la suite des activités en CEP "agriculture de conservation", il est rappelé un certain nombre de conditions nécessaires au bon déroulement des opérations et de leur aboutissement: (i) dialoguer avec les paysans pour expliquer les principes des SCV⁴ et leur complémentarité avec les activités de lutte anti-érosion et de RNA; (ii) proposer et installer systématiquement des rotations et des associations culturales; (iii) mettre en œuvre les principes des SCV; (iv) produire de la biomasse pour les cycles suivants.

34. La production de plantes de couverture est l'élément essentiel à toute expérimentation et processus de diffusion des techniques SCV. Il s'avère nécessaire de prévoir dès le départ des parcelles de production de semences à la fois en milieu contrôlé et dans différents villages. La mission a pu observer lors de ses déplacements la présence spontanée de légumineuses pouvant servir de plantes de couverture (*Cajanus cajan* à Tahoua, *Stylosanthes guianensis* à Zinder et *Pueraria* sp. au bord du fleuve Niger à Niamey). Les systèmes à base de SCV à proposer aux producteurs doivent s'établir sur la base de leurs besoins en grains et/ou tubercules, de leur capacité à mobiliser des moyens de production (matériel et main d'œuvre disponibles, capacités d'investissement, accès aux intrants, activités ex-agricoles, degrés d'intégration agriculture-élevage, etc.), et des besoins en fourrage ou des contraintes de divagation. Chaque système devra ensuite être décrite dans une fiche présentant ses avantages, ses contraintes, et les alternatives possibles en relation avec les zones agro-écologiques.

35. Concernant la question de la formation des formateurs des CEP sur l'AC, la mission a constaté que le document narratif du DCP ne fait mention que des pratiques relatives au CES/DRS et à la RNA comme thématiques à aborder dans ces CEP. Nous pensons qu'il serait pertinent d'élargir l'approche AC aux SCV et à la diversification des espèces cultivées en association et/ou rotation.

36. Sur les conventions de formations, le Programme veillera à ce que les intervenants – dans les formations spécifiques – tels que l'agriculture de conservation, la phytopathologie et la nématologie soient dispensées par des chercheurs nationaux, spécialistes de ces questions et maîtrisant l'art de la pédagogie. Le système de formation en cascade mis en place actuellement par le ProDAF doit rester

² L'agriculture de conservation a été officiellement définie par la FAO en 2001, comme reposant sur trois grands principes : couverture maximale des sols, absence de labour, rotations longues et diversifiées. En théorie, ces trois principes doivent être appliqués simultanément, car, en l'absence de labour, la couverture du sol et la diversification des rotations permettent de maîtriser les adventices et de diminuer la pression des ravageurs. On obtient dans l'idéal un agroécosystème dans lequel les régulations écologiques permettent de diminuer l'artificialisation du milieu (intrants, travail du sol), mais cela suppose des changements profonds dans la conduite des systèmes de culture par rapport à l'agriculture conventionnelle. En Afrique, l'agriculture de conservation progresse lentement dans une quinzaine de pays, sur des surfaces assez faibles et avec une application partielle du tripode. La couverture permanente par le *Mucuna*, une légumineuse volubile, est pratiquée depuis 1920 au Nigeria et a été reprise plus récemment avec succès au Bénin.

³ Le Semis direct sous-entend l'absence de travail du sol hormis l'ouverture du sol pour semer.

⁴ Systèmes de culture sous couvert végétal.

aussi souple qu'il l'est aujourd'hui, tout en s'assurant que le risque de déperdition de l'information du chercheur au producteur soit le plus minime possible.

37. Au 31 mai de cette année, le ProDAF a organisé sept sessions de formation sur les techniques de CES/DRS/RNA, la gestion de la fertilité des sols, la protection intégrée vis-à-vis des ravageurs et la conduite de CEP en direction de 140 formateurs (agents des DRA et DDA, superviseurs des GSC/ONG et animateurs locaux) conformément au PTBA 2017.

38. Le Programme a également réalisé la formation de brigadiers phytosanitaires (BP), choisis parmi les apprenants de CEP en fonction de leurs aptitudes et compétences et, dont le rôle est d'assister les producteurs dans la protection phytosanitaire de leurs cultures. La mission salue cette initiative de service de proximité qui a depuis fait ses preuves en termes d'efficacité dans la lutte préventive antiacridienne. Ces producteurs spécialisés ont été par ailleurs dotés d'un kit de traitement (pulvérisateurs, EPI, produits phytosanitaires). Toutefois, en raison de la dangerosité des produits, une attention particulière devra être apportée sur leur condition de stockage chez les BP. Une bonne disponibilité de ces derniers au niveau local devra également être assurée afin de ne pas encourager les brigadiers à s'approvisionner en produits non homologués bien souvent meilleur marché mais également de composition chimique douteuse. En cas de fortes contraintes d'approvisionnement de produits de synthèse au niveau local, privilégier l'utilisation de bio pesticides dont les recettes de fabrication devraient être simples et à la portée des producteurs.

39. En termes d'appui-conseil apporté aux producteurs (ACAP), environ 3 000 bénéficiaires (dont au moins 30% de femmes et de jeunes) seront accompagnés par 400 encadrateurs de GACAP eux-mêmes supervisés par les DRA et à ce jour 1 800 sont déjà accompagnés. Ce dispositif basé sur la formation-visite permettra l'installation de petites parcelles représentant une superficie totale de 1 470 ha. Les bénéficiaires de cet appui-conseil ont reçu également un kit d'engrais (NPK et urée) et des semences améliorées en mil et en sorgho.

40. Au total, 155 Champs Ecoles Paysans (CEP) permettant l'adaptation des cultures pluviales aux changements climatiques sont en cours d'installation au niveau des trois régions d'intervention du ProDAF au profit de 4 370 paysans à travers des conventions entre le ProDAF et ses partenaires (DRA, DDA, ONG, GSC, INRAN, l'ICRISAT et GACAP). 2 194 producteurs ont déjà bénéficié de l'accompagnement à cet effet. Toutefois, la faiblesse des circuits d'approvisionnement en semences améliorées promues dans les CEP pose une interrogation quant à leur adoption par les producteurs. En effet, si les réseaux des paysans multiplicateurs de semences ne sont pas suffisamment structurés, l'approvisionnement au niveau local pourrait s'en ressentir et provoquer une certaine démotivation chez les paysans désireux d'innover. Il nous a été rapporté que le taux d'adoption (d'environ 65% en moyenne, avec toutefois de forts écarts non encore analysés) des techniques et technologies apprises dans les CEP et les parcelles d'ACAP était dépendant de la période de leur installation. En effet, plus l'installation du CEP/ACAP était tardive, plus leur taux d'adoption/réplication était faible. Les URGP ont donc tout intérêt à anticiper les projets de partenariat, de collaboration, de convention et l'élaboration de TDR dès la disponibilité des drafts du PTBA afin d'éviter tout retard dans leur installation.

41. A Tahoua, la mission a noté que l'encadrement des producteurs à travers les CEP avait permis l'émergence d'une vingtaine de GACAP. Il se pose cependant des problèmes dans l'identification des sites. En effet, certains parcelles CEP/ACAP ont été inondées, d'autres présentaient de forts stocks semenciers de *Striga hermonthica* ou bien encore des sols accusant de très faibles fertilités. Ces contraintes peuvent être levées très facilement (i) en anticipant le processus d'identification par des enquêtes de terrain menées en concertation avec les agents des DRA; (ii) en se montrant plus sélectif sur le choix des sites destinés aux CEP et ACAP.

42. Les activités de CEP et d'ACAP présentent des taux moyens de réalisation satisfaisants. Ils sont respectivement de 25% pour les CEP et de 35% pour les ACAP, ce qui permis la formation.

43. Les trois URGP en collaboration avec les DRA ont par ailleurs organisé des évaluations sur la performance de ses partenaires de mise en œuvre (ONG/GSC/GIE) comme stipulé dans les conventions. Le but de ces évaluations était d'apprécier: (i) le niveau d'atteinte des objectifs par les apprenants, (ii) la stratégie de mise en œuvre utilisée et la qualité des rapports délivrée par le partenaire, (iii) la pertinence de l'accompagnement proposé aux paysans pour faciliter la réplication/adoption des techniques apprises. Les conclusions de ces évaluations sont globalement positives, toutefois quelques points faibles ont été relevés tels que la faible participation des femmes dans les CEP ainsi que la faible synergie entre les services techniques et les autres partenaires du Programme au sein d'un même PDE. La qualité des prestations des DRA pour le contrôle qualité de la mise en œuvre des CEP n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation. Pour ce type d'évaluation, les URGP devront faire appel à l'expertise d'un comité d'évaluation ad hoc composé de l'INRAN, du RECA et de la FAO.

44. Du point de vue organisationnel, la mission a pu noter: (i) un même niveau d'exécution des activités dans les trois URGP, (ii) la constitution d'un Pool d'experts ad hoc en formation de formateurs dans chaque URGP qui se réunit une à deux fois par mois pour échanger sur les différentes problématiques propres à chaque région et (iii) le recrutement de deux assistants en développement local (ADL) dans chaque URGP (appui aux Composantes 1 dans la mise en œuvre des activités AS4 et AS5). Cependant, la mission a pu constater la non-organisation du voyage d'étude à l'international à l'intention des bénéficiaires des CEP bien que cela reste essentiel dans le processus de renforcement de leur capacité.

AS5: Amélioration de la petite irrigation

45. Le ProDAF a réalisé pour la campagne de 2016-2017, la mise en place et l'animation de 233 CEPM au profit de 7 217 maraîchers. Il a été organisé dans chaque URGP une journée "porte ouverte" (JPO). Ces manifestations ont rassemblé environ 900 producteurs. Il a été organisé 30 visites intersites dans le but de permettre aux participants de découvrir et d'apprécier in situ les effets produits par les paquets technologiques initiés au niveau des CEPM. Des formations de formateurs en gestion des pesticides et en conduite/animation de CEPM ont été réalisées en direction des agents techniques des DRA et DDA, ainsi que des superviseurs de GSC.

46. Pour la campagne 2016-2017, ce sont 7 217 apprenants qui ont été formés sur les techniques d'intensification agricole (pépinière, fumure de fond, semis, traitement phytosanitaire,...). Une vingtaine de variétés (tomate, oignon, poivron et pastèque) a été proposée pour test.

47. Il est prévu pour la saison 2017-2018, l'installation de 192 CEPM où il sera enseigné au moins 10 thématiques selon les priorités/contraintes des apprenants. Il s'agira de toucher plus de 5 700 producteurs irrigants. Dans le cadre de l'AS5, il est aussi prévu d'organiser un voyage d'étude au niveau national et les thématiques seront définies en concertation avec les producteurs avant le début de campagne.

48. La mission a noté que les formations de formateurs réalisées dans le cadre de l'AS4 concernant la gestion des pesticides et la conduite des CEP ont également bénéficié aux acteurs de la mise en œuvre de l'AS5 (DRA, DDA et GSC), soit environ 140 formateurs. Elle se félicite par ailleurs du fait que les responsables de la composante 1 des trois URGP ainsi que ceux de la CENAT n'ont pas rencontré de problèmes majeurs dans la mise en œuvre des recommandations préconisées lors de la précédente mission de supervision. Toutefois, au cours des visites de terrain, elle a pu observer: (i) une disponibilité incertaine de produits phytosanitaires homologués dans certains sites. Ce qui se traduit généralement chez les producteurs, par l'achat de pesticides de provenance étrangère souvent moins coûteux, mais parfois d'efficacité douteuse; (iii) une difficulté relative pour les producteurs à relier un symptôme/dégât phytosanitaire à un bio agresseur. Cela pourrait entraîner des applications de produits phytosanitaires non adaptées à la cible et une perte en termes de productivité pour le paysan (iv) des contraintes phytosanitaires récurrentes dû aux attaques de thrips sur l'oignon, nématodes sur les tomates et choux et noctuelles sur les tomates. Selon les producteurs interviewés, les thrips et noctuelles sont plus ou moins maîtrisés par l'emploi des bio- pesticides qu'ils

ont appris à produire à base d'huile de Neem. En revanche, le problème des nématodes reste préoccupant car la plupart des nématicides efficaces n'est plus autorisé dans l'espace CEDEAO en raison de leur dangerosité et de leur impact sur l'environnement. Seules des mesures alternatives comme l'utilisation de plantes nématicides, telles que *Crotalaria*, *Indigofera* et *Ricinus* sont préconisées en culture intercalaire.

49. Pour la prochaine campagne maraîchère (2017-2018), il est urgent que le Programme effectue le suivi des effets en termes de production, rendement, transformation, commercialisation et d'augmentation des revenus des producteurs formés et/ou accompagnés (CEP/CEPM et ACAP) versus producteurs non formés par PDE. Il est indéniable que la productivité des cultures pluviales et irriguées a augmenté de manière significative sous l'impulsion des CEP/CEPM/ACAP par une meilleure réponse aux contraintes agronomiques des paysans.

50. La mission a noté que certaines activités prévues au niveau des CEP/CEPM ont du mal à être adoptées au niveau paysan. Il s'agit notamment de: (i) la mise en place des compostières décrites comme contraignantes; (ii) la nécessité de laisser sur place les résidus de culture pour l'enrichissement des sols en matière organique car ces produits sont sollicités par l'élevage; (iii) le diagnostic phytosanitaire notamment le lien entre les dégâts/symptômes et l'agent causal.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser le voyage d'étude international prévu au profit des producteurs.	Resp. Composante 1/CENAT	Avant septembre 2017
Promouvoir les pratiques de l'Agriculture de Conservation au niveau des parcelles paysannes.	Resp. Composante 1	Activité en continue
Assurer la mise en relation des producteurs et des distributeurs agréés de pesticides homologués et de qualité.	Resp. Composante 1/DRA	Activité en continue

AS6: Amélioration du petit élevage et de l'aviculture

51. En constat général, pour toutes les activités d'élevage liées aux SVPP, kits bétail, volailles et DIPE, les descriptions contenues dans le DCP et l'accord de financement du ProDAF ont prévu des cibles pour trois régions mais le COSTAB n'a prévu de financement que dans la partie relative à la région de Zinder, soit pour 1/3 des cibles dans chaque cas. A la CENAT, il est aussi prévu de l'assistance technique et équipements pour la lutte contre la maladie de New Castle. Par ailleurs, le financement des activités comme la promotion de la charrette et l'embouche n'est prévu nulle part.

52. La mission note avec satisfaction que le ProDAF a préparé deux guides de cadrage pour la mise en place des kits de bétails et des Démonstrations d'Innovations Paysannes en Elevage (DIPE). Ceci constitue un important facteur d'harmonisation des méthodologies et démarches entre les trois URGP. Au cours de la période sous revue, 41 DIPE ont été installées dont 16 à Maradi, 10 à Tahoua et 15 à Zinder, au profit de 1 335 producteurs bénéficiaires. De plus, 55 anciennes DIPE de 2016 ont été consolidées dont 20 du PASADEM et 10 du ProDAF.

53. Pour la valorisation des fourrages grossiers, 29 broyeuses ont été mises en place sur 29 sites de DIPE dont 10 à Tahoua, 12 à Maradi et 7 à Zinder. La mission constate que les premiers lots de dix broyeuses mises en place dans la région de Tahoua et 6 à Maradi portent des défauts de fabrication et ne sont pas conformes aux normes et spécifications techniques requises.

54. Par rapport aux kits bétails, les trois URGP ont programmé la cession de petits ruminants aux femmes vulnérables. L'URGP de Zinder a déjà mis en place 318 kits de Petits Ruminants et Tahoua et Maradi ont terminé le processus de passation des marchés. Conformément à la note de cadrage élaborée par le Programme, un kit est constitué de 2 femelles et 1 male pour 5 femmes. Le DCP a prévu 4 femelles par kit mais l'option prise dans la note de cadrage du ProDAF aurait comme bénéfice de toucher plus de ménages et de pallier aux difficultés de gestion des animaux par les familles vulnérables en supprimant aussi la rotation.

55. Sur la mise en place des Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP), le Programme est au stade de négociation avec le partenaire Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF – Belgique)

pour les prévisions d'installation de 2 à Zinder et 1 à Maradi. La mission a noté que le processus d'installation de ces SVPP a connu un blocage du à l'insuffisance des fonds en rapport à l'offre du prestataire. Une surestimation dans le COSTAB de l'appui à la vaccination contre la maladie de Newcastle permettra d'affecter de financement pour l'installation des SVPP dans la mesure où les deux actions sont relatives à la santé animale et que la vaccination contre la Newcastle pourrait se faire à travers le réseau SVPP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Effectuer un audit technique sur les 10 broyeuses livrées à Tahoua et des 6 premiers de Maradi afin d'apporter des corrections sur les défauts.	Coord. URGP Maradi et Tahoua	Immédiat
Ne pas prévoir des nouveaux kits de PR à Tahoua et Maradi jusqu'à la MTR. Poursuivre l'opération à Zinder jusqu'à la limite des prévisions du COSTAB.	Coord. URGP Maradi, Tahoua et Zinder	Immédiat

AS8: Leadership féminin et sécurité nutritionnelle

56. Dans les trois URGP, les conventions annuelles de mise en œuvre avec les partenaires ont été signées et les activités se déroulent selon les prévisions. Ces activités concernent: l'alphabétisation de 3 100 membres des instances de gestion des organisations paysannes et instances rurales; la formation de 344 relais communautaires; la création/redynamisation de 550 groupements MMD; la mise en place de 36 greniers féminins de soudure; l'appui à 122 activités génératrices de revenus (AGR); et la distribution de 2 950 kits agricoles aux ménages vulnérables.

57. L'évaluation des jardins de case mis en place par le PPI Ruwanmu, préconisée par la première mission de supervision du ProDAF, a été réalisée et une note de cadrage de cette activité est en cours de finalisation. Par contre, la mission a noté que la typologie des AGR n'est pas pertinente pour les jeunes qui ont déjà reçu une formation professionnelle dans un domaine non-agricole. Ces derniers sollicitent plutôt un capital de départ pour pouvoir investir dans le métier auquel ils ont déjà la formation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre en compte dans la typologie des AGR, les activités non agricoles qui intéressent les jeunes.	Resp. Composante 1 et AT LFSN des 3 URGP	Immédiat et continu

Composante 2 « Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales »

AS9: Développement des infrastructures commerciales des PDE

58. Au titre des travaux, le PTBA 2017 prévoit:

- Le démarrage des travaux de construction de cinq plateformes de commercialisation dont deux dans la région de Tahoua (Kéhéhé et Doguerawa), deux dans la région de Zinder (Doungou et Bandé) et un dans la région de Maradi (Gourjia) et d'un MDG dans la région de Tahoua (Sabon Guida) sur financement ProDAF/OFID;
- La réalisation/achèvement des travaux de construction de 5 maisons du paysan dont 2 dans la région de Zinder (Bandé et Doungou) et 3 dans la région de Tahoua (Sabon Guida, Karofane et Badaguichiri) sur financement ProDAF/FIDA;
- Le démarrage des travaux du centre de collecte de Baban Ruwa dans la région de Zinder sur financement OFID/ProDAF. Il est prévu également le recrutement des entreprises pour les travaux de 2 plateformes de commercialisation dont 1 dans la région de Maradi (Gourdjia) et 1 dans la région de Zinder (Guidimouni).

59. Au titre des études, il est prévu:

- Le recrutement du cabinet pour les études de 3 mini AEP pour les MDG de Sabon Machi Tessaoua et Guidan Roumdji dans la région de Maradi;
- Le démarrage des études de 2 centres de collecte (CC) dans la région de Tahoua (Koumassa et Koundigué) et de 2 CC dans la région de Zinder (Zermou et Gassafa);
- Le recrutement du cabinet pour les études de 2 CC dans la région de Maradi (Dogon Farou et Mayara).

60. Pour les MDG et plateformes de commercialisation, les niveaux de réalisation des prévisions au 31 mai 2017 sont:

- Le recrutement du cabinet pour les études d'une mini AEP pour le MDG de Sabon Machi;
- La remise des sites pour le démarrage des travaux de construction de 2 plateformes et 1 MDG dans la région de Tahoua;
- L'enregistrement des contrats pour les travaux de construction de 1 MDG dans la région de Maradi (Guidan Roumdji) et 2 PFC dans la région de Zinder (Bandé et Doungou);
- Le lancement de DAO en cours pour les travaux de construction de 2 PFC dans les régions de Maradi et Zinder.

61. Pour les centres de collecte:

- Contrat signé pour les travaux de construction d'1 CC dans la région de Zinder (Baban Ruwa);
- Etudes de 2 CC dans la région de Tahoua et 2 CC dans la région de Zinder en instance de démarrage;
- L'Avis à Manifestation d'intérêt pour le recrutement du cabinet pour les études de 2 CC dans la région de Maradi lancé.

62. Pour les maisons du paysan:

- 1 MP a été réceptionnée provisoirement (Bandé) et 1 en cours de finalisation (Doungou) dans la région de Zinder;
- La remise de sites pour le démarrage des travaux de construction de 3 MP dans la région de Tahoua a été faite.

63. Pour le système d'alimentation en eau des infrastructures de commercialisation, la mission a relevé la nécessité de doter ces sites de dispositifs d'alimentation en eau pour assurer d'une part les besoins en eau des usagers et acteurs sur ces marchés et d'autre part assurer le bon fonctionnement des infrastructures (incendie, lavage, etc.). A cet effet, la mission a recommandé de réaliser les études pour des mini AEP au sein des MDG de Tessaoua, Sabon Machi et Guidan Roumdji. De plus, la mission a recommandé au ProDAF de poursuivre les études techniques similaires pour les futurs MDG et d'intégrer ces ouvrages dans les dossiers techniques.

64. La mission a constaté que le contrôle de la qualité des infrastructures par les cabinets recrutés à cet effet n'a pas été à la hauteur des attentes. Le cas du MDG de Djirataoua sur financement PASADEM dont la dalle s'est affaissée est révélateur de cette situation. La mission a noté que le ProDAF prévoit la mise en place d'un dispositif de supervision renforcé par les services techniques du génie rural aux niveaux départemental, régional et national. La mission a recommandé d'opérationnaliser et de généraliser ce dispositif pour toutes les infrastructures en capitalisant sur l'expérience des travaux de pistes rurales. Les documents contractuels devraient spécifiquement inclure les clauses relatives aux cas de défaillances dans la mise en œuvre des prestations des cabinets de contrôle. Un conseil juridique pourrait être requis pour la relecture des Dossiers d'Appel d'Offres et des contrats des travaux.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Pour la maison du paysan de Tessaoua, faire une évaluation des travaux exécutés, saisir les administrations compétentes pour résilier le contrat et procéder au recrutement d'une autre entreprise en vue de l'achèvement des travaux.	Resp. Composante 2 Maradi	Immédiat
Poursuivre les études techniques similaires pour les futurs MDG, en intégrant les ouvrages d'alimentation en eau dans les dossiers techniques.	Resp. Composante 2	Immédiat
Opérationnaliser et généraliser le dispositif de supervision rapprochée expérimenté dans les travaux des pistes pour toutes les infrastructures.	Resp. Composante 2	Immédiat
Inclure dans les marchés de contrôle des travaux des clauses spécifiques relatives aux défaillances de la qualité du contrôle. Un conseil juridique pourrait être requis pour la relecture des contrats des travaux.	Resp. Composante 2	Immédiat

AS10: Construction des pistes rurales

65. Les activités de cette sous composante visent à désenclaver les bassins de production en facilitant l'accès aux centres de collecte et centres de commercialisation (MDG et plateformes) à travers la construction et/ou la réhabilitation de tronçons de pistes rurales au sein des PDE.

66. Au titre du PTBA 2017, deux (2) grandes catégories d'activités ont été prévues à savoir i) les études et ii) le recrutement de prestataires.

67. S'agissant des études, 3 dossiers d'études de construction et/ou de réhabilitation de pistes rurales sont en cours dans les URGP à savoir:

- 160 km de pistes rurales sur financement OFID/ProDAF dans les 3 régions. Ce dossier est conduit par l'URGP de Maradi. Les résultats de l'APS ont été validés, l'élaboration de l'APD et de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) est en cours;
- 120 km de pistes rurales prévues sur guichet PAMIRTA mais financé par ProDAF/FIDA dans la région de Tahoua (PDE de Badaguichiri, Tounfafi et Karofane). Les résultats de l'APS ont été validés, l'élaboration de l'APD et de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) est en cours;
- 114 km de pistes rurales (en deux tranches de 55 km et 59 km) sur guichet ProDAF/FIDA dans la région de Zinder (PDE de Bandé et Gayi). APS validé, APD et EIES en cours pour une première tranche de 55 km et recrutement du cabinet en cours pour les études de la seconde tranche de 59 km.

68. Concernant le recrutement des prestataires, il est prévu le recrutement des entreprises des travaux et des cabinets de contrôle. Pour le premier cas, le démarrage du processus est en attente de la finalisation des DAO et pourra être effectif au second semestre de l'année 2017. Pour le recrutement des cabinets de contrôle, l'AMI pour la constitution de la liste restreinte en vue de la sélection d'un cabinet pour les études de 98 km sur financement ProDAF/FIDA dans la région de Maradi est lancé.

69. A vu des niveaux d'avancement des activités, les chantiers de construction/réhabilitation de pistes rurales, de seuils d'épandage, de barrages et d'infrastructures commerciales (MDG, plateformes, centres de collecte, maisons du paysans, etc.) seront engagés dans les 3 régions entre la fin 2017 et le début de l'année 2018.

70. Les faiblesses et défaillances des entreprises de travaux et des bureaux d'études et de contrôle ont toujours constitué une préoccupation majeure de l'ensemble des acteurs compte tenu de leur impact sur le rythme de mise en œuvre et la qualité des travaux. La DGGR du MAG/EL a élaboré des TDR pour d'une part conduire un diagnostic approfondi des PME et cabinets d'études et de contrôles en vue de déceler les difficultés réelles et d'autre part d'identifier les mesures correctives idoines afin d'élaborer un plan d'actions à mener en vue du renforcement des capacités de ces partenaires de la mise en œuvre des activités prévues.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de diagnostic, tenir un atelier national et proposer un plan d'action	DGGR - MAG/EL	Octobre 2017

AS11: Gestion des infrastructures commerciales et AS12: Promotion des activités commerciales au sein des PDE

71. L'essentiel des activités menées dans ce sens concerne les infrastructures initiées par le PASADEM et poursuivies par le ProDAF. Il était prévu de: (i) poursuivre le renforcement des capacités des structures de gestion des infrastructures commerciales déjà mis en place par le PASADEM au niveau des PDE de Tessaoua, Sabon Machi, Djirataoua, Guidan Roumdji, Gourdjia; (ii) poursuivre l'animation du système d'informations sur les marchés agricoles (SIMA) pour renseigner les acteurs des marchés sur les tendances des prix et les volumes des produits sur les marchés; (iii) appuyer les MDG de Sabon Machi et Tessaoua et la plateforme de Gourdjia en équipement; (iv) prendre en charge le personnel salarié des 3 MDG; (v) appuyer les organisations paysannes à mieux gérer et tirer profit des infrastructures routières et commerciales (élaboration et mise en œuvre des plans d'affaire) et (vi) appuyer la redynamisation et l'opérationnalisation des brigades communautaires d'entretien des pistes construites ou réhabilités dans le cadre du guichet à travers leur recyclage.

72. Les réalisations faites au niveau de l'AS11 à la date du 31 mai 2017 ont concerné principalement: i) le renforcement des structures de gestion des marchés de Djirataoua, Sabon Machi et Tessaoua avec l'élaboration et la mise en œuvre des plans de lancement des marchés. (Trois plans élaborés avec la mise en œuvre à 80% de celui de Djirataoua) et ii) la signature d'un contrat de partenariat public-privé entre le GIE et la Mairie de Djirataoua.

73. Malgré le renforcement des capacités des acteurs, la mission a noté que le MDG de Djirataoua est peu fréquenté. Cette faible fréquentation est principalement due à: (i) l'insuffisance des produits maraichers pour assurer un ravitaillement régulier du marché de Djirataoua sur le hall de transaction; (ii) le faible engagement des certaines autorités et certains acteurs dans l'opérationnalisation du marché de Djirataoua et (ii) le récent déplacement du marché à bétail à côté du MDG.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Elaborer et mettre en œuvre un plan de collaboration tripartite URGP ProDAF/Maradi – ONAHA - Coopératives/GIE et Mairie pour booster la production sur 656 ha à Djirataoua 1 et 2 dont les principales spéculations sont le Maïs, l'oignon, le Choux, la tomate, etc. Ce programme de production sera accompagné par des actions promotion commerciales en période de récolte sous forme de foire sous régionale.	Coordonnateur URGP de Maradi	Immédiat
Faire une séance de sensibilisation et de plaidoyer au niveau des autorités locales pour ramener le marché à bétail à côté du MDG.	Coordonnateur/ ATNS/IP	Immédiat
Redimensionner les infrastructures des futures marchés (Hall de transaction, les sanitaires, le parc de stationnement, guérite, MAEP etc) en tenant compte du flux réel.	Resp. Composante 2 des 3 URGP	Immédiat

AS13: Intégration des échanges transfrontaliers

74. Le cadre partenariale stratégique de mise en œuvre des activités de promotion des échanges transfrontaliers dans la zone des corridors Tahoua-Sokoto-Zanfara, Maradi-Katsina-Kano et Zinder-Daura-Jigawa-Kano, regroupe trois grandes structures notamment la chambre de commerce, et d'industrie du Niger (CCIN) pour le renforcement des capacités des acteurs locaux, l'Institut du Sahel (INSAH) du CILSS pour la maîtrise de la dynamique des flux transfrontaliers et le suivi des tracasseries et la Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération (CMNNC) pour le portage politique des initiatives identifiées.

75. La convention de partenariat avec le CILSS a permis de réaliser une étude de référence sur les flux des produits agropastoraux et bétail, les pratiques anormales et barrières commerciales dans la zone des trois corridors. Les données de références collectées serviront de base de comparaison à

l'évolution des flux des produits agropastoraux et l'ampleur des tracasseries administratives et routières le long des trois corridors. Au niveau de chaque corridor, il a été mis en place deux dispositifs: un dispositif de suivi des flux transfrontaliers des produits agricoles et du bétail et un dispositif de suivi des tracasseries routières. Tous ces dispositifs sont opérationnels et ont commencé à produire les premières informations.

76. La convention de partenariat avec la CMNNC a permis d'organiser les ateliers d'installation et de renforcement des capacités des membres des Cellules Techniques Locales (CTL) de Zinder, Daura et Jigawa sur leur cahier de charge. Le dispositif institutionnel de pilotage des activités est déjà opérationnel à travers les Cellules Techniques Locales (CTL) de Kano, Katsina et Maradi. Celles de Tahoua, Sokoto et Zanzara sont en cours d'installation.

77. La convention de partenariat avec la CCIN a démarré avec la conduite d'une étude d'évaluation du dispositif actuel du Bon d'Enlèvement et de Commercialisation (BEC) appliqué sur l'oignon et les possibilités de son extension à d'autres produits agropastoraux dont le bétail, le sésame, le souchet, le niébé et la tomate dans la zone d'intervention du ProDAF. Une note d'orientation est en cours d'élaboration pour la mise à échelle du BEC dans la zone ProDAF.

78. Cette dynamique engagée de promotion des échanges transfrontaliers doit être soutenue par l'accélération de la mise en œuvre des actions inscrites dans les plans d'actions des différents partenaires.

79. Une rencontre sur l'intégration sous régionale des échanges entre les équipes des Programmes FIDA du Niger et du Nigéria a eu lieu à Katsina en janvier 2017 et a permis d'élaborer un plan d'action conjoint. Le suivi de la mise en œuvre de ce plan d'action par les équipes de Projets et le FIDA s'avère nécessaire afin de concrétiser les efforts de promotion du commerce transfrontalier des produits agro pastoraux dans les deux Pays.

D. État d'avancement de l'exécution du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF)

80. **Gestion du Programme.** La mission note que la mise en place des équipes du programme a été complétée depuis 2016 et la performance globale du personnel est appréciable. La recommandation de la mission de supervision d'octobre 2016 de renforcer l'équipe de la composante 2 et de la CENAT par le recrutement d'Ingénieurs civils à travers des contrats d'assistance technique ponctuels selon les besoins n'a pas été mise en œuvre. Avec la clôture prochaine des guichets PPI Ruwanmu, PUSADER+ et PASADEM, le programme sera allégé mais les coûts du personnel risquent de ne pas être soutenables pour la durée restante du ProDAF. Il conviendrait de procéder à un audit organisationnel de la structure actuelle du Programme et ses besoins en personnel et de proposer des ajustements permettant d'assurer la soutenabilité financière de leur prise en charge.

81. De manière générale, la mission a constaté que certaines activités inscrites dans le document narratif du DCP ne sont pas programmées dans le Costab ou ne sont reportées que dans une seule URGP (appui à l'élevage/DIPE par exemple). De même, les coûts unitaires de certaines infrastructures sont faibles et inadaptées. La mission recommande de procéder une relecture du Costab du ProDAF afin de caller les montants disponibles par rapport aux cibles et faire une planification des cibles par URGP.

82. La CENAT occupe des locaux à titre locatif. Au vu de l'inflation des charges de location et de l'instabilité liée à la gestion des baux locatifs, la CENAT a introduit une demande de non objection pour engager la construction de son siège. Le site retenu est dans l'enceinte de la Direction de l'Action Coopérative et de la Promotion des Organismes Ruraux (DACPOR) du MAG/EL. La mission recommande que dans le but d'assurer une meilleure sécurisation des investissements des sièges des URGP construits sur financement FIDA, le MAG/EL prenne des mesures pour clarifier la mise à disposition permanente desdits locaux à l'usage des projets sous appuis financiers du FIDA.

83. **Maitrise de la stratégie de mise en œuvre.** L'approche PDE promue par le programme est bien appropriée et reste pertinente comme orientation principale de la stratégie de mise en œuvre. Le programme a validé en interne son document de planification pluriannuelle en prenant en compte la logique de phasage des réalisations et l'évolution en PDE.

84. **Partenariats de mise en œuvre.** Actuellement tous les partenariats prévus pour la mise en œuvre du Programme (Organisations de producteurs, ONG, Groupements de Services Conseils, Centres de Prestations de Services, institutions étatiques, de recherche et organismes sous régionaux de coopération,) ont été établis à travers des Conventions opérationnalisées par des plans d'action (annuels et trimestriels) et des TDR. Un certain nombre de ces partenaires étaient déjà identifiés dans les documents de conception du programme et avaient déjà mené les mêmes interventions dans le PASADEM et/ou PPI Ruwanmu. D'autres partenaires ont été identifiés dans le pool des partenaires de mise en œuvre issus d'autres projets et bailleurs intervenant dans les différentes régions. Des protocoles d'accords ont été signés avec différents Services Techniques Déconcentrés (STD) pour assurer leurs missions de planification/programmation et de contrôle de qualité des interventions relevant de leurs domaines respectifs de compétence. Un partenariat a également été établi entre le Programme et les instances du Code rural en vue de la sécurisation des sites aménagés.

85. La mission note que les conventions signées avec certaines directions régionales des administrations publiques ne sont pas toujours limitées à leurs missions régaliennes (planification, programmation et contrôle de qualité) avec le risque pour elles d'être juge et partie.

86. La mission a constaté qu'une partie importante des ressources mises à la disposition des partenaires sous forme d'avances reste bloquée faute de présentation des justificatifs d'utilisation dans les délais requis. Cette situation a eu des incidences négatives sur le mécanisme de renouvellement du compte désigné du ProDAF entraînant une tension de trésorerie pour l'exécution du PTBA dans son ensemble. La mission recommande de réévaluer les montants des avances en les indexant aux livrables à très courts termes permettant aux opérateurs de réunir les justificatifs dans les délais raisonnables.

87. Le programme n'a pas aussi généralisé la mise en œuvre des recommandations des missions précédentes visant à faire évoluer les contrats de moyens (justifiables sur présentation de pièces d'engagement des frais au réel) vers des contrats axés sur les résultats (justifiables sur présentation de livrables certifiés). Par ailleurs, une disparité est notée dans la présentation des budgets des partenaires entre les différentes URGP et des coûts unitaires des activités similaires. La mission recommande de procéder à une harmonisation des éléments constitutifs des conventions et contrats de mise en œuvre.

88. **Synergie avec les partenaires.** La mission a noté que le ProDAF a noué des partenariats stratégiques avec le PAM (gestion durable des terres), le programme PRACC financé par la Banque mondiale (réalisation de pistes, marchés et centres de collectes au sein des PDE) et participe à un cluster des projets financés par les coopérations Danoise, Suisse et Luxembourgeoise (opérationnalisation du Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle - FISAN).

89. **Partenariats scientifiques.** Le ProDAF est actuellement lié à des institutions scientifiques par cinq conventions-cadre de partenariat: (i) l'INRAN; (ii) l'ICRISAT; (iii) le Centre régional AGRHYMET; (iv) l'Unité d'Economie et de Développement Rural de l'ULg-Gembloux AgroBioTech et le Département de Géographie de l'Université « Abdou Moumouni » de Niamey (UAM); et (v) le Programme « Agrinovia » basé à l'Université de Ouagadougou. En 2017, ICRISAT qui bénéficie d'un don du FIDA prévoit de mener des démonstrations de techniques agricoles sur les CEP du ProDAF; Agrinovia prévoit une formation en communication, capitalisation et partenariat au profit des assistants du ProDAF; et l'ULg-UAM devra mener des recherches et produire des articles de suivi-évaluation des effets et impacts sur les activités du ProDAF. En outre, des conventions sont en cours de négociation avec les universités des trois régions d'intervention du ProDAF. La mission a constaté que: (i) la collaboration prévue avec Agrinovia se réduit simplement en une prestation de services de formation; (ii) les produits attendus du suivi-évaluation des effets et impacts produit par les

partenaires scientifiques sont uniquement des articles scientifiques, qui pour le moment restent confidentiels et ne peuvent être diffusés qu'après leur publication; de plus ces partenariats sont insuffisamment appropriés par les équipes du Programme; (iii) toutes les collaborations se basent sur des conventions-cadre qui avaient été signées avec le PASADEM et le PPI Ruwanmu, dans la perspective de la convergence vers un programme unique qui n'existait pas encore à l'époque.

90. La mission recommande de revoir l'ensemble des partenariats scientifique dans le sens d'un apport de réponses aux préoccupations pratiques de production des agriculteurs et de privilégier les initiatives de recherche actions visant le transfert des innovations aux producteurs sur le terrain. Dans ce cadre, une collaboration avec les Universités locales et les structures décentralisées de l'institut National en charge de la recharge agronomique est souhaitée.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Procéder à un audit organisationnel de la structure actuelle du Programme et ses besoins en personnel et proposer des ajustements permettant d'assurer la soutenabilité financière de leur prise en charge.	Coordonnateurs URGP/ATNS/CENTA/IP	30 sept. 2017
Procéder une relecture du Costab du ProDAF afin de caller les montant disponibles par rapport aux cibles et faire une planification des cibles par URG.	URGP et CENAT	30 sept. 2017
Prendre des mesures pour clarifier la mise à disposition permanente des locaux des sièges des projets construits sous financement FIDA à l'usage des projets sous appuis financiers du FIDA.	MAG/EL	immédiat
Réévaluer les montants des avances aux partenaires de mise en œuvre en les indexant aux livrables à très courts termes permettant aux opérateurs de réunir les justificatifs dans les délais raisonnables.	Resp. Composante 1	immédiat et continue
Organiser un atelier regroupant l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du Programme sur la détermination de livrables et procéder à une harmonisation des éléments constitutifs des conventions et contrats de mise en œuvre.	CENAT – ATN IP	30 sept. 2017
Veiller à séparer les missions régaliennes des services techniques en matière de supervision de leur rôle d'opérateur pour éviter tout conflit d'intérêt dans la mise en œuvre des conventions.	Coord des 3 URG	31 oct. 2017
Revoir l'ensemble des partenariats scientifiques dans le sens d'un apport de réponses aux préoccupations pratiques des agriculteurs/éleveurs et privilégier les initiatives de recherche actions visant le transfert des innovations aux producteurs sur le terrain.	Coord des 3 URG	immédiat et continue

91. **Suivi-évaluation.** Dans l'ensemble, le dispositif de S&E est en place et fonctionnel. Les études de référence ont été réalisées et les informations sont régulièrement inscrites dans la base de données du Programme. La consolidation des données et la production de l'information posent cependant des blocages dues à des insuffisances du paramétrage informatique en lien avec la désagrégation des données et résultats par guichet de financement. De plus l'appropriation du système de S&E n'est pas complète au niveau des responsables des composantes du programme.

92. En matière de suivi environnemental, une proposition de convention avec le Centre National de Surveillance Ecologique et Environnemental (CNSEE) est en cours de finalisation. Elle vise la réalisation d'une situation de référence, l'installation des dispositifs de suivi écologique et socioéconomiques dans les zones d'intervention du ProDAF, l'opérationnalisation des dispositifs installés et l'évaluation de l'efficacité des méthodes et techniques d'intervention des projets en matière de réhabilitation des Bassins versants utilisées dans le cadre du ProDAF en rapport avec les types des écosystèmes traités et les standards nationaux et/ou internationaux. L'étude sur le Cadre de Gestion Environnemental et Social du Programme a été finalisée avec la remise du rapport provisoire au mois de Mai 2017. La convention avec le BEEI est en cours d'élaboration.

93. Les études de références SYGRI et effet-impact complémentaire sont finalisées et validées. Le rapport SYGRI 2016 a été transmis sans retard.

94. **Intégration du dispositif AEF dans le Système de S&E du ProDAF.** La deuxième mission de supervision conduite en octobre 2016 a déjà constaté que le système de S&E du ProDAF comporte un dispositif AEF bien intégré qui valorise les acquis en termes de méthodologie et d'outils

conçus avec l'appui du TCIA/FAO et utilisés par les équipes. La présente mission note qu'un guide méthodologique élaboré par l'ATN/AEF permet aux différentes parties prenantes d'intégrer rapidement le dispositif dans leur mode de fonctionnement au quotidien. Globalement, l'AEF intégrée au système de S&E porte sur: (i) l'analyse des performances des exploitations agricoles familiales appuyées par le programme, (ii) l'analyse de la rentabilité des infrastructures de commercialisation (MDG, plateformes et Centre de collecte) et les marges nettes de leurs utilisateurs, (iii) les pistes rurales et (iv) les avantages/coûts des ouvrages de mobilisation des eaux (OME).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser un atelier interne impliquant les responsables des composantes du ProDAF pour l'appropriation, le test des fonctionnalités du système informatique de S&E et valider l'ensemble des corrections à apporter.	ATNSE	31 juillet 2017
Contracter le concepteur du système informatique du S&E pour corriger les problèmes identifiés et stabiliser l'application.	ATNSE	15 novembre 2017
Revoir et simplifier le mode de pondération de l'évaluation de l'exécution technique en prenant en compte le poids financier de l'activité considérée.	ATNSE	30 août 2017
Compléter les études de référence spécifiques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> ouvrages de mobilisation des eaux; modules d'analyse économiques et financière sur les pistes et seuils d'épandage. 	ATNSE	15 novembre 2017

95. **Ciblage, parité hommes-femmes.** Les taux de participation des femmes et des jeunes aux activités du ProDAF respectent globalement les quotas prévus par la Stratégie de Développement Equitable et Autonomisation des Femmes et des Jeunes (cf. Annexe « Genre et ciblage »). Néanmoins, des améliorations sont possibles dans deux domaines en particulier: la participation de ces catégories démographiques aux cadres de concertation Hadin gwiwa sur les infrastructures commerciales et la promotion de dossiers de micro-projets d'irrigation. En effet, à Zinder, suite à des opérations de sensibilisation ciblées effectuées par le projet et la CRA auprès des communautés et des mairies, la participation des jeunes femmes aux Hadin gwiwa a atteint un taux est appréciable de 7,5% tandis que les taux à Tahoua et Maradi sont respectivement de 1% et 2%. Pour les jeunes hommes, il est de 3% à Maradi.

96. La mission note qu'en général, les femmes et les jeunes sont peu présents parmi les promoteurs des Dossiers de Microprojets (DMP) d'irrigation (ex.: 0% de femmes à Zinder; 1% de jeunes à Tahoua). A Maradi, une union de 7 groupements féminins et un masculin a eu accès au financement à coûts partagés par la BAGRI sur 0,5 ha mis à la disposition par la mairie de Tessaoua, et a même pu étendre sa parcelle (jusqu'à 1,5 ha). Sur la base de cette expérience, l'un des trois petits périmètres irrigués prévus par l'URGP (10 ha) sera créé dans la même zone pour soutenir l'accès à l'irrigation de l'union.

97. **Cohérence entre PTBA et exécution.** Au 31 mai 2017, le taux de réalisations physiques du PTBA est de 36% de l'objectif annuel, avec 34 % pour la composante 1, 41% pour la composante 2 et 32% pour la composante 3. Ces taux sont tout de même acceptables à 5 mois de mise en œuvre du PTBA 2017. Ils pourraient être meilleure si les équipes n'ont pas été confrontées aux difficultés de trésorerie associées à la lenteur dans la présentation des justificatifs des avances faites aux partenaires de mise en œuvre et, de manière globale à la lenteur des procédures de passation des marchés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Conduire une tournée de sensibilisation sur une meilleure prise en compte des jeunes femmes et des jeunes hommes à l'intérieur de chaque groupe d'acteurs de marché dans le <i>Hadin qwiwa</i> .	AT LFSN et CRA de Maradi et de Tahoua	Avant novembre 2017
Pour améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux DMP d'irrigation, cibler des sites ayant: (i) un potentiel d'irrigation partiellement inexploité; (ii) des OP incluant les femmes et les jeunes engagés ou voulant s'engager dans l'irrigation. Sur ces sites: (i) sensibiliser les chefs coutumiers/les maires sur l'attribution de parcelles irriguées à ces OP et (ii) accompagner ces groupements dans la formalisation des contrats de location/mise à la disposition et l'obtention de l'acte foncier, ainsi que dans la constitution et dépôt de leur dossier de microprojet.	Resp. composante 1 et AT LFSN des 3 URGP	Immédiat et continu
Insérer la présence d'OP avec un fort taux de jeunes et de femmes dans les critères de ciblage géographique pour les petits périmètres et AHA.	Resp. composante 1 et AT LFSN des 3 URGP	Immédiat et continu

98. **Gestion des savoirs et communication.** Le Spécialiste en communication recruté à la fin 2016 est inséré dans l'équipe du Programme et le développement d'une stratégie de communication est en cours. Une rencontre sur l'intégration sous régionale des échanges entre les équipes des Programmes FIDA du Niger et du Nigéria a eu lieu à Katsina en janvier 2017. Les différentes URGP et la CENAT ont par ailleurs participé à une formation sur la capitalisation en matière de résilience organisée par les Agences du système des Nations Unies basées à Rome (FAO, PAM et FIDA). Le ProDAF participe pleinement au processus de capitalisation des expériences mis en place à ce niveau. On note cependant que par rapport à l'ingénierie sociale sur les ouvrages de mobilisation des eaux, alors qu'il s'agit d'une activité fondamentale pour la réussite de l'ouvrage, la mission constate que le ProDAF ne dispose pas d'une note de cadrage ou d'un manuel spécifique.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rédiger et valider une note de cadrage sur l'ingénierie sociale des ouvrages de mobilisation des eaux.	CENAT	31 oct. 2017

E. Aspects fiduciaires

99. **Gestion financière.** La mission note que le système de gestion financière est opérationnel et approprié. Toute fois l'analyse de la gestion fiduciaire fait ressortir un certain nombre de sujets critiques, à savoir: (i) des difficultés et retards de mobilisation des ressources du financement de contrepartie et l'application complète des dispositions relatives à l'exonération fiscale; (ii) du faible niveau actuel de décaissement des ressources au regard des prévisions établies par le PTBA 2017, dû en partie au retard dans la justification des avances par les opérateurs de mise en œuvre et (iii) de l'incidence financière liée au redéploiement du personnel des anciens projets au sein du programme (cf. arrêtés ministériels N°085, 175, 176, 191 et 192). Pour ce dernier cas, la mission relève le grand impact budgétaire résultant du recasement dudit personnel au sein de la catégorie 7, alourdissant le poids normé de cette catégorie budgétaire par rapport au coût total du programme alors qu'il était prévu dans le DCP d'imputer les coûts des Assistants Techniques de la CENAT à la catégorie 4, et de leur attribuer des contrats de consultants. Au vu de ce qui précède, la mission pointe le risque de dépassement budgétaire hors normes, de nature à affecter la durabilité du programme. *Aussi, elle recommande la réévaluation des besoins réels et la ventilation (dans la mesure du possible) du surcoût dans la catégorie budgétaire N°4.*

100. **Décaissements.** Au 31 mai 2017, les ratios moyens de décaissement des financements ProDAF sont globalement faibles et se situent à 9,24%. Bien qu'en progression, ces taux sont encore relativement peu satisfaisants pour les principaux financements actifs en 2016 notamment le ProDAF FIDA (environ 20%) et le ProDAF ASAP (10,7%) En prenant en compte les DRF et DPD en instance, ce taux devrait atteindre 17,89%. De manière spécifique, les ratios hors engagements (voir colonne d ci-dessus) se situent respectivement à environ 20% pour le ProDAF/FIDA (Don-Prêt), 10,7% pour le ProDAF/ASAP, 2,9% pour le guichet OFID et 7,2% pour le FEM-PAI (Les guichets ProDAF OFID et ProDAF FEM ont été mis en vigueur et ont démarré récemment). En valeur absolue, les montants

sont de 5 664 millions F CFA pour le ProDAF/FIDA et 789 millions F CFA pour le ProDAF/ASAP. En prenant en compte les engagements actuels (voir colonne **g** du tableau ci-dessous) le niveau de ces ratios se situera à 36% pour le ProDAF/FIDA, 28% pour le ProDAF/ASAP, 06,5% pour le projet OFID et 07,2% pour le projet FEM. Sur la base de ces constats, la mission invite les différentes URGP à mettre en œuvre un plan d'actions engageant toutes les parties et contenant des solutions durables aux problèmes contrariant l'exécution adéquate des activités du Programme tels que la lenteur des procédures nationales de passation de marchés, le retard de justification des avances reçues par les opérateurs de mise en œuvre, la faiblesse de la mobilisation de la contrepartie nationale, le manque de réalisme dans la planification de certaines activités et l'inefficacité du suivi de l'exécution des activités et du budget.

Tableau 1: Situation des décaissements au 31 mai 2017

Source de financement	Approbation (USD)	Décaissements avant DRF/DPD en instance au 31/05/2017 (USD)	Taux de décaissements avant DRF/DPD en instance	DRF/DPD en instance (USD)	Total Décaissements après DRF/DPD en instance (USD)	Taux de décaissements après DRF/DPD en instance
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)
Guichet FIDA	48 494 855,13	9 491 212,70	19,97%	7 899 723,79	17 749 116,98	36,60%
Don ASAP	12 970 527,62	1 363 522,22	10,61%	2 217 294,86	3 645 663,46	28,11%
Gouvernement	33 399 650,96	53 901	0,16%	47 605,81	101 507,02	0,30%
Bénéficiaires	11 138 365,55	0	0,00%			0,00%
OFID	15 000 000,00	427 750	2,85%	539 842,63	967 592,63	6,45%
FEM-PAI	7 636 422,00	551 826	7,23%		551 825,98	7,23%
TOTAL	128 639 821,3	11 888 212	9,24%	10 704 467,09	23 015 706,07	17,89%

101. Le taux d'exécution du PTBA 2017 est de 18% sans engagements et de 34% engagements inclus. Toutefois en se basant sur la planification semestrielle, le taux d'exécution se situe à 23% sans engagement et 67% avec engagements.

102. **Contribution des bénéficiaires.** Pour rappel, il est prévu dans le cadre du financement à coûts partagés, un montant budgété de 11,1 millions de dollars au titre de la contribution des bénéficiaires du ProDAF, dont 700 200 000 FCFA inscrit au PTBA 2017. A date, la mission note que la contribution des bénéficiaires est faible. Cette situation est due au fait que les premiers dossiers sont encore au stade d'instruction au niveau des institutions financières (BAGRI et ASUSU). *Partant, la mission rappelle le risque inhérent de non-atteinte des objectifs quantitatifs/qualitatifs sur cette activité, et insiste sur le besoin d'évaluation, de valorisation et de comptabilisation périodique desdites contributions.*

103. **Contrepartie de financement.** La mission a fait le double constat, d'une part, d'une faible mobilisation des ressources numéraires du financement de contrepartie attendues: seulement 150 millions de Francs CFA inscrits au titre de ligne budgétaire dans la Loi de Finances portant gestion de l'année 2017, avec une mobilisation effective de 16,8 millions au premier trimestre 2017 et une autre projetée de 40 millions au deuxième trimestre, alors que le montant cumulé attendu à date est de 2 milliards FCFA. En effet et pour rappel, lors la formulation du ProDAF, il a été prévu une contribution de l'Etat du Niger à hauteur de 33,4 millions de dollars US, soit environ 16 milliards de francs CFA. Cette contribution est composée pour moitié, soit 8 milliards de francs en espèces, et l'autre moitié sous forme de subvention d'impôts et taxes sur les transactions conduites par le projet.

104. La mission a dans le même ordre d'idées, également noté la difficulté d'application effective de l'exonération fiscale des petits biens et services acquis dans le cadre du programme. La mission rappelle qu'en vertu des dispositions de l'Accord de Financement et fondé sur le Document de Conception de Projet (DCP), il est attendu 33,4 millions de dollars dont 18,6 millions en exonérations et 14,8 millions en numéraires. Par conséquent, la mission fait noter *le besoin impératif de mobilisation totale des ressources du financement de contrepartie, et la consommation rapide des ressources déjà mobilisées, logées au sein du compte dédié au Trésor National.*

105. **Justification des avances de fonds.** Les travaux de la mission ont relevé le défaut de promptitude et de complétude lors de la justification des avances de fonds. Cette situation concerne une grande variété d'acteurs et implique toutes les entités à savoir: d'une part, les partenaires de mise en œuvre et le staff du projet, et d'autre part, la CENAT et les URGP. La mission tient à rappeler *(i) le risque de trésorerie encouru par cette situation, et partant, (ii) l'urgence d'une justification plus diligente, probante et exhaustive.*

106. **Passation de marchés.** La mission a passé en revue les plans de passation de marchés et examiné leurs niveaux d'exécution. Elle a noté outre *(i) le retard observé dans leur mise à jour, (ii) la diligence d'exécution des petites consultations et (iii) la lenteur des procédures nationales de passation, accroissant le délai de réalisation des grandes consultations.* Au regard des enjeux, *la mission rappelle le risque de non-atteinte des objectifs et invite l'ensemble des acteurs à poursuivre le plaidoyer, afin de s'assurer la déconcentration au niveau régionale, d'une partie du processus de passation.* La mission note avec satisfaction que la CENAT a sollicité une autorisation pour conduire au niveau régional les processus de sélection des prestataires, pour les contrats dont le montant est inférieur à 100 millions FCFA. Cet allègement s'il est obtenu, devrait permettre de réduire les délais pour au moins 80% des contrats, par une procédure régionale. En effet, l'examen du PPM 2017 par URGP et par type de marchés, a permis de relever l'existence d'une règle 80/20: 80% des marchés sont inférieurs au seuil de 100 millions FCFA et représentent 20% du total du PPM, quand 20% des marchés sont au-dessus du seuil indicatif de 100 millions et représentent 80% du montant total des marchés. La mission soutient l'initiative et invite les autorités compétentes à favoriser cette déconcentration. Le tableau suivant résume le niveau d'exécution des marchés en 2016 et 2017 (31 mai): le taux moyen d'exécution au 31 décembre 2016 est de 84,2% réparti entre 82% à Maradi, 94% à Tahoua, 85% à Zinder et 75% à la CENAT. Au 31 mai 2017, ce taux n'est que de 37,2%. Cette dernière situation est à corréliser avec le faible ratio d'exécution de la catégorie « Travaux » dû notamment à la lenteur des procédures nationales de passation, à l'usage inapproprié d'indicateurs d'évaluation et à une planification peu réaliste.

Tableau 2: d'exécution des marchés du programme en 2016 et 2017 au 31 mai 2017

Entités	Fournitures de Biens et Services		Travaux		Consultants		Moyenne	
	2016	2017*	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Maradi	100%	69%	47%	20,5%	74%	15%	82,22%	48%
Tahoua	100%	47%	81,5%	35%	92%	20%	94,5%	35%
Zinder	94%	40%	57%	17%	85%	15%	84,9%	26%
CENAT	100%	40%	-	-	75%		75%	40%
Moyenne							84,22%	37,25%

107. **Audits.** L'audit externe dont l'objectif est de fournir l'assurance raisonnable de la sincérité des transactions, de la conformité et du respect des Accords, de l'éligibilité des dépenses, est à date de la présente revue, en cours de finalisation pour l'ensemble du programme. Les rapports d'audit externe du ProDAF FIDA/ASAP et celui du PASADEM sont attendus au 30 juin 2017, quand ceux du PPI *Ruwanmu* et du PUSADER+ ont livré leurs conclusions, à la fin de la présente mission. En effet, l'auditeur externe chargé de l'examen des comptes du PPI *Ruwanmu* relève au cours de l'exercice 2015, des cas de dépassements budgétaires sur la catégorie de dépenses 3 et la composante C, dans l'ordre respectif de 5 et 8%. Toutefois, cette opinion formulée antérieurement n'est pas de nature à remettre en cause la certification des comptes. Le rapport d'audit 2016 du PUSADER+ s'inscrit dans le même ordre, en certifiant sans réserve les comptes dudit projet, en phase de clôture.

108. La mission fait noter qu'elle a pu établir une interaction verbale directe avec l'auditeur externe du ProDAF, sans toutefois pouvoir obtenir le résultat définitif de ses conclusions, encore en cours de finalisation à date de la revue. Le processus de désignation du cabinet chargé de l'audit trimestriel du Contrôle Interne est finalisé, la signature du contrat en cours, et le début des missions imminent.

Enfin, la mission qui atteste l'effectivité de la fonction Contrôle Interne dans l'identification de faiblesses et la formulation trimestrielle de recommandations, invite au suivi des recommandations.

109. **Comptes Désignés.** La vérification des mouvements sur les Comptes Désignés gérés dans le cadre du programme permet d'attester que **(i)** les transactions exécutées au cours des exercices 2016 et 2017 (31 mai) sous présente revue, sont exacts et **(ii)** la gestion et l'utilisation des ressources desdits comptes obéissent aux dispositions des Accords de Financement.

110. **Etats Certifiés des Dépenses (ECD).** Pour rappel, le ProDAF introduit et consacre le mécanisme de décaissement dit « fonds renouvelables », pour lequel, le niveau de seuils des Etats Certifiés de Dépenses (ECD) est relevé: 100 000 USD pour toutes les catégories, sauf la catégorie 6 « Dons et Subventions » dont le seuil est de 50 000 USD. L'échantillon moyen de vérification qui se situe à 43% a notamment permis la couverture des catégories 1, 2, 3, 4, 5 et 7. Fondé sur le résultat de ses travaux de vérification, la mission atteste que (i) les dépenses inscrites sont autorisées, supportées par des justificatifs probants et éligibles, et (ii) les Etats Certifiés de Dépenses (ECDs) ont été préparés conformément aux dispositions des Accords de Financement. Aucune anomalie significative n'a été relevée dans les ECDs conservés au sein des entités ou transmis au FIDA, en 2016 et 2017 (31 mai 2017).

111. **Gestion administrative.** Le dispositif institutionnel du ProDAF a prévu la mise en place d'unités de gestion et de coordination que sont la CENAT et les URGP. Conçu pour mettre à l'échelle les acquis des anciens projets financés par le FIDA, à savoir le PASADEM et le PPI Ruwanmu, le programme a du coup, bénéficié du redéploiement au sein de son effectif, du personnel et de certains actifs des deux projets cités, suite à des décisions administratives (cf. arrêtés N°085, N°191 & 192 de l'autorité de tutelle). La mission considère la revue d'un certain nombre de points comme impérative. Il s'agit: (i) primo, l'évaluation de la Fonction « Personnel » qui, bien que conduite annuellement, devrait faire l'objet d'une revue par un audit organisationnel, afin de déterminer la qualité et les risques liés à ladite Fonction et s'assurer de son adéquation aux besoins réels du programme; (ii) secundo, la révision du manuel des procédures devrait être diligemment effectuée, afin de permettre l'harmonisation entre les unités et l'intégration des outils de gestion; (iii) tertio, le renforcement des capacités du staff sur la politique anti-corruption du FIDA; (iv) et enfin, le besoin d'établir une couverture d'assurance pour tous les éléments d'actifs.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire un suivi rigoureux et le plaidoyer auprès des autorités compétentes la mobilisation de ressources de la contrepartie nationale et assurer une consommation rapide des ressources déjà libérées dans la loi des finances 2017.	ATNS/Coordonnateur, Ministère Plan, Agriculture	Immédiat Action continue
Faire preuve de Diligence dans la justification des avances aux partenaires et rabaisser les montants des avances.	ATNS/CENAT/Coord	Immédiat
Evaluer l'impact budgétaire et juridique des charges du personnel en lien avec les résultats de l'Audit organisationnel et soumettre à l'appréciation du FIDA les propositions de la ventilation des surcoûts salariaux.	ATNS, Coordo./ATNCF	Octobre
Poursuivre les efforts de plaidoyer pour la déconcentration du processus de passation des marchés selon les seuils appropriés.	ATNS, Coordo, Min. Agric./ Plan/Finances	Immédiat et Continue

F. Durabilité

118. **Durabilité technique.** Le Programme a poursuivi et développé la dynamique de partenariat héritée des projets PASADEM et du PPI Ruwanmu à travers la mise en place des Groupements d'Appuis Conseils Agricoles Paysans (GACAP) issus des stagiaires des CEP/CEPM pour assurer l'effet tâche d'huile de vulgarisation des techniques/technologies répondant aux objectifs de développement du ProDAF. Ainsi, les Comités de gestion des sites récupérés mis en place et formés assureront également une gestion durable des ressources naturelles. Au niveau des tronçons de pistes, les Brigades d'Entretien Routier (BER) et les HG des MDG, au regard des rôles en matière respectivement d'entretien des pistes et de concertations régulières sur la gestion des marchés, ces structures organisationnelles sont à mesure d'asseoir une durabilité technique des investissements réalisés.
119. **Dispositif de gestion et de maintenance des infrastructures économiques.** Les GIE mis en place pour la gestion des infrastructures de marchés sont ancrés dans la société civile organisée en milieu rural. L'opérationnalité des premiers marchés de Demi Gros financés par le PASADEM permettra au ProDAF de tirer les leçons et d'apprécier les capacités de ces GIE à prendre en charge la gestion des ouvrages et garantir la durabilité. Toutefois, la situation du marché de Djirataoua nécessite une réflexion poussée dans ce sens afin d'éviter des surprises.
120. **Durabilité environnementale.** L'engouement des populations aux actions de Régénération Naturelle Assistée sans coûts ou d'une quelconque compensation de la part du Projet traduit un intérêt certain des populations et laisse présager une poursuite durable de l'opération. La maîtrise et l'appropriation des techniques de récupération des terres viennent conforter cette analyse. La démarche du Programme qui implique et responsabilise les communautés sur la gestion des questions environnementales constitue aussi un important facteur positif.

G. Conclusion

137. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République du Niger pour l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités et des populations aussi bien au niveau central et régional tout au long de son séjour.
138. La mission félicite l'équipe du ProDAF pour les résultats atteints et la consolidation des acquis des projets PASADEM, PPI *Ruwanmu* et PUSADER+. Elle remercie également les équipes des URGP et de la CENAT pour les informations fournies, la collaboration et la disponibilité permanente.
139. La mission encourage le ProDAF et les différents partenaires de mise en œuvre à la recherche de plus de performance dans la mise en œuvre des activités. La prochaine mission de supervision prévue en octobre - novembre 2017 servira d'occasion pour évaluer la situation.
140. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la présente mission conjointe de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder (ProDAF) et notes attribuées

Projet 1688 [1100001688] Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions –

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1688 [1100001688]	No. du prêt/don DSF	2000001115, 2000001116, 2000001117
Projet	Family Farming Development Programme in Maradi, Tahoua and Zinder Regions			Prêt/don DSF suppl.	2000001404, 2000001541, 2000001542
Date de mise à jour	Juillet 2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	12-23 juin 2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	22/04/2015			Coût total	205.35	
Accord	25/07/2015	Délai d'entrée en vigueur	5.1	FIDA Total	109.97	
Entrée en vigueur	21/09/2015	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	48,5	10
Premier décaissement	21/12/2015			Don DSF	48,5	10
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2023	Dernier audit	30 juin 2017	Field_asap_grant	12.97	10,7
Achèvement	30/09/2023			Financement national total	72.74	
Clôture	31/03/2024			Beneficiaries	11.14	0
Nbre de prolongations	0			National Govern	33.40	0,16
				MAECI-DGCS-ITA (PAMIRTA)	28.20	
				Cofinancement total externes	22,64	
				OFID	15.00	2,85
				GEF	7.64	7,23

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	3	2	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	3	3	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. CES (conserva.eau sol)/DRS/OME (Ouvrage Mob eau)	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. PI (Petite irrigation)	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. AC/AP-AC/AI Champs ecole payasan pluviale/irrigati	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Appui au petit élevage	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Partenariat/RI	4	4	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
6. Leadership féminin	4	4	6. Possibilité réplication à plus grande échelle	4	4
7. Infracom./Pistes rurales/Gestion durable des inf	4	4			
8. Appui investissements productifs	4	4			
9. Intégration régionale des échanges	4	4			
B.5 Justification des notes					

Aspects fiduciaires. 1) A travers l'approbation des fonds additionnels d'un montant global de 63.500.000 USD (fonds OFID de USD 15 Millions et les fonds additionnels FIDA de USD 48, 5 Millions), le ProDAF vient de boucler la mobilisation de l'ensemble de ses financements. Le Taux global d'exécution financière du PTBA 2017 est modérément satisfaisant et se situe à 34% à la fin mai 2017. S'agissant des fonds de contrepartie, le DCP prévoit 33,4 millions de dollars dont 18,6 millions en exonérations et 14,8 millions en numéraires. Les exonérations systématiquement pris en charge sur la base du rythme de développement des activités. La mobilisation des contrepartie en numéraire n'est pas effective et pourrait entraver la réalisation de certaines activités. Un plaidoyer au niveau des autorités compétentes est nécessaire.

État d'avancement de l'exécution du projet. 1) Avec l'exécution de ce deuxième PTBA, le ProDAF entre dans sa phase de croisière. A date, les principales études sont réalisées pour les infrastructures et permettront le démarrage des chantiers en fin d'année 2017 et en au premier trimestre 2018.. 2) L'approche de mise en œuvre des activités dans les Pôles de Développement Economiques (PDE) est conforme aux prévisions à savoir: (i) la concentration des activités par phasage au niveau des 21 Pôles de Développement Economique (PDE) dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder en vue de maximiser les impacts de ses interventions et, (ii) l'enchaînement cohérent entre ingénierie sociale et ingénierie civile. Ainsi, 4 PDE en phase 1 (Gayi, Guidiguir, Mayahi, Damagaram Takaya); 3 PDE en phase 2 (Mirriah, Karofane et Badaguichiri) et 12 PDE en phase 3 (Bandé, Doungou Guidimouni, Tessaoua, Guidan Roudmji, Sabon Machi, Djirataoua, Tchadoua, Gourjia, Sabon Guida, Doguéraoua et Tabalak). 3) Les quotas de participation aux activités réservés aux femmes (30%) et aux jeunes (30%) sont largement respectés. Les équipes maîtrisent bien le système de ciblage basé sur la catégorisation des bénéficiaires sur les critères de vulnérabilité.

Produits et Réalisations. 1) Au titre de la **Composante A « Renforcement durable de l'agriculture familiale »**, malgré quelques retards constatés, les travaux mécaniques de récupération des terres, d'aménagement et de mise en valeur des bassins de production se poursuivent avec satisfaction et doivent être confortés. La formation de Comités de gestion (COGES) s'effectue de manière systématique et anticipée par rapport aux activités de récupération des terres. En matière de suivi environnemental, les capacités des cellules SIG des URGPs ont été renforcées avec la formation et l'équipement en GPS des opérateurs contribuant efficacement à la collecte des données sur le suivi-évaluation environnemental. La maîtrise de l'approche CEP par les partenaires (CERRA, DRA, GSC) impliqués dans les trois régions a contribué à une mise œuvre efficace des CEP/ACAP qui connaissent aussi un grand engouement parmi les cibles du ProDAF. Les observations permettent de dégager plusieurs effets positifs dont l'augmentation des rendements des variétés améliorées dans les RNA, CEP et ACAP *versus* les pratiques paysannes, taux d'adoption relativement fort des techniques/technologies par des non-apprenants). En élevage, 41 Démonstrations d'Innovations Paysannes en Elevage (DIPE) sont en place et 29 broyeuses pour la valorisation du fourrage sont en place sur 29 sites de DIPE. 2) Pour la **Composante 2 - « Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales »** la mise en place des infrastructures commerciales est engagée comme prévu dans le PTBA 2017 (construction des 3 Marchés de Demi-gros (MDG) dans la région de Maradi, construction de 5 plateformes de commercialisation dont deux à Tahoua et trois à Zinder et d'un MDG dans la région de Tahoua sur financement ProDAF/OFID; construction de maisons du paysan dont 2 dans la région de Zinder et 3 dans la région de Tahoua sur financement ProDAF/FIDA et un centre de collecte de Baban Ruwa dans la région de Zinder sur financement OFID/ProDAF. Un cadre de partenariat stratégique de mise en œuvre des activités de promotion de l'intégration régionale des échanges est effectif avec les conventions mises en place avec le CILSS / INSAH, la CMNNC. On note également l'installation des

comité techniques locaux le long des zones des corridors de Zinder-Jigawa/Daura-Kano, Tahoua-Sokoto-Zanfara et Zinder-Daura-Jigawa-Kano et la forte implication des Gouverneurs des Etats de Jigawa, Kano et Katsina et du Gouverneur de la région de Zinder. Les informations sur les flux des produits sont collectées.

Durabilité. Ingénierie sociale stratégique et opérationnelle avec les partenaires des projets antérieurs (PASADEM, PPI Ruwanmu) et des nouveaux identifiés pour accompagner dans le temps les organisations de bénéficiaires sur lesquelles repose la durabilité des actions réalisées.

Évaluation globale et profil de risque

		Précédente	Actuelle
C.1	Actifs physiques/financiers	4	4
C.2	Sécurité alimentaire	4	4
C.3	Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4	Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Sécurité alimentaire. Les kits d'intrants agricoles et de bétail distribués aux ménages extrêmement vulnérables leur ont permis de relancer l'agriculture et de reconstituer de capital bétail. **Avancement globale de l'exécution.** Dans l'ensemble les contrats de mise en œuvre sont signés avec les opérateurs et les entreprises pour exécuter les activités selon les orientations du PTBA. Les activités d'appui à la production se déroulent normalement. Cependant la performance du Programme pourrait être négativement affectée par la lenteur des procédures de passation de marchés d'une part, et le non-respect des délais par les entreprises de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) œuvrant sur les chantiers en cours d'autre part. Toutefois, à date, l'analyse globale des prévisions en matière d'infrastructures montre qu'il n'y a pas de retard notoire qui impacterait sur les prévisions des infrastructures à livrer à la fin 2017. La très faible mobilisation de la contrepartie depuis le démarrage du ProDAF représente également un risque pour la mise en œuvre de certaines activités programmées.

C.5	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
-----	---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement.

Le ProDAF est entre dans sa phase de croisière. Les activités de récupération des terres, d'aménagement des bassins versants et de mise en valeur sont effectives et se poursuivent normalement. Le fait de coupler les actions d'ingénierie civile et d'ingénierie sociale est essentiel pour l'appropriation des bénéficiaire et la mise en place concertée des structures de gestion par les bénéficiaires. Les activités de mise en production et d'animation des plateformes de commercialisation sont actuellement une priorités et permettront d'atteindre les résultats en matière de développement (production, et marchés).

C.6	Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
	Aspects fiduciaires	La non mobilisation à temps des fonds de contrepartie en numéraires pourrait affecter la réalisation de certaines activités. La maîtrise des charge du personnel et la viabilité du dispositif actuel n'est pas assurée à moyen terme.	
	Avancement de l'exécution du projet	Les lenteur des procédures de passation de marchés pourraient affecter la programmation des activités. Le non-respect des délais par les entreprises de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) œuvrant sur les chantiers est un aspect critique à considérer.	
	Produits et réalisations	La qualité du contrôle technique pour les travaux d'infrastructure n'est pas toujours assurée et ceci pourrait avoir des impacts sur la qualité des investissements.	
	Durabilité	Durabilité requière meilleure synchronisation des activités d'ingénierie sociale et ingénierie civile dans les PDE. Dans la situation actuelle, les délais dans l'ingénierie civile sur les MDG ne permettent pas encore de voir les GIE à l'œuvre mieux apprécier les fruits de l'ingénierie sociale.	

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	Etat de calendrier	Etat d'avancement
Fond de contrepartie en numéraire insuffisamment mobilisés	Assurer le plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la mobilisation effective des fonds de contrepartie en numéraire	Immédiat	En cours
Faible performance de certains opérateurs de mise en œuvre	Résilier leur contrat et ouvrir la sélection à la concurrence	Immédiat	Décembre 2017
Contrôle technique non performant	Renforcer le suivi du contrôle technique des infrastructures et solliciter l'appui des services techniques compétents de l'administration	Immédiat	En cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé du ProDAF au 31 /05 /2017: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables					Moyens de vérification			Suppositions)
	Intitulé	Reference	Année 2017	Mi-parcours	Cible finale	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif global: Contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les capacités de résilience aux crises des ménages ruraux des régions de Maradi, Tahoua, Zinder	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés (réduction d'au moins un mois la période de soudure, diversité du régime alimentaire et réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois **)	4,7 mois			≤ 4,7 mois	Enquêtes d'impact SYGRI Rapports UNICEF et PAM	Année 1 et finale	URGP/CENAT	<ul style="list-style-type: none">La stratégie d'accélération de l'i3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIAMécanismes conjoints (Gouvernement du Niger et Partenaires Techniques et Financiers) performants de gestion des crises.
		52% (54%/50%)			≤ 52% (54%/50%)				
Objectif de développement: Augmenter durablement les revenus de 240 000 exploitations agricoles familiales, leur résilience aux chocs extérieurs, dont les changements climatiques, ainsi que leur accès aux marchés locaux, urbains et régionaux des régions de Maradi, Tahoua et Zinder	A l'achèvement du programme, 290 000 ménages ont bénéficié des services du programme dont au moins 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré leur résilience au changement climatique	0	70 670, soit 24,4% <i>Benef services programme</i>	195 000 ménages	290 000 ménages	Rapport INS, i3N et Rapports du Projet études spécifiques	Annuelle	URGP	<ul style="list-style-type: none">Les risques éventuels identifiés (baisse des rendements suite à des aléas climatiques ou chocs phytosanitaires et/ou baisse des prix de vente des produits agricoles) restent dans la marge des hypothèses de l'analyse économique et financière
		0	22 104; soit 9% <i>améliorent résilience</i>		240 000 ménages				
	Les marges brutes additionnelles de cultures pluviales (le mil/niébé) sur 190 000 ha et des cultures irriguées sur 7 500 ha notamment de l'oignon ont en moyenne de 30%	mil/niébé de FCFA 36 000/ha	Une évaluation en fin de la campagne agricole en cours pour les cultures pluviales		46 800 FCFA/ha	Rapports du Projet et études spécifiques	Tous les 2 ans	UGP	
		oignon: 284 538 FCFA / ha		40 000FCF A/ha pour 90 000 ménages et 1 million /ha pour l'oignon	1,7 million/ha				

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables					Moyens de vérification			Suppositions)
	Intitulé	Reference	Année 2017	Mi-parcours	Cible finale	Source	Fréquence	Responsabilité	
Composante 1. Agriculture familiale durable									
Effet escompté I. L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permettra aux producteurs ruraux, femmes et jeunes inclus, de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes, notamment climatiques.	Efficacité: 240 000 producteurs/trices agricoles ont amélioré la productivité de leurs exploitations à travers l'amélioration soit de la fertilité des terres, soit de l'accès à l'eau ou l'optimisation de l'exploitation de leur cheptel.	0	72 219 Ménages en RNA soit 30%	50%	100%	Rapport d'évaluation d'effets du projet	Annuelle	UGP	<ul style="list-style-type: none">Conditions climatiques favorablesConditions zoo-phyto-sanitaires favorablesLe système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel
		0	1 220 producteurs en petite irrigation (5%)	15 000 producteurs	30 000 producteurs	Rapports d'activités du projet	Semestre	UGP	
		0	1 025 kits de petits ruminants en cours (3%)	20 000		Rapports d'activités du projet	Semestre	UGP	
	1,4 tonne eq CO2/Ha/an séquestrés ou dont l'émission a été évitée°					Dispositif EX-ACT de la FAO			
	3 réseaux régionaux de groupements de femmes MMD sont opérationnels	0	117 Groupements MMD, 3 fédérations	Au moins un réseau opérationnel					
Produit 1.1. Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	La fertilité des sols et la gestion de l'eau sont améliorées par la réalisation/réhabilitation des ouvrages de traitement de bassins versants, de mobilisation des eaux (OME) et d'aménagement des périmètres d'irrigation et des couloirs de passages	0	8 117 ha restaurés (27%); 47 seuils de type 1 et 2 + 2 mini barrages en étude; 14 à construire en 2017; 1 184 ha espaces pastoraux (47%)	20 000 ha (67%) 90 OME 4 000 Ha 1 875 ha (65%)	30 000 ha (100%) 150 OME 7 500 Ha de périmètres irrigués et 2 500 ha de couloirs de passages pour animaux	Rapports d'activités du projet Rapports des prestataires et des STD partenaires	Semestre Annuelle	URGP/CENAT	<ul style="list-style-type: none">Sécurisation foncière préalable aux aménagements et modes de gestion négociés des sitesCapacité d'appliquer les mesures recommandées suite à l'analyse du suivi piézométriqueAccès à des intrants de qualité (engrais, semences) à un prix abordable

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables					Moyens de vérification			Suppositions)
	Intitulé	Reference	Année 2017	Mi-parcours	Cible finale	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit 1.2. Les capacités de production, de post-production et d'organisation des acteurs ruraux sont renforcées	Nombre de producteurs ruraux ayant accès aux paquets techniques et technologiques de production agricole et pastorale mieux adaptés au changement climatique	0 0 0	17 245 formés (7,18%) en production agricole; 1 467 pers formées en élevage (4,89%) 28 350 ha en RNA (15%)	120 000 (50%) 12 000 pers. formés	240 000 (100%) 30 000 pers. formés 190 000 ha	Rapports d'activités du projet		▪	▪
Produit 1.3. Les femmes sont organisées et leaders pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages	Nombre de groupements de femmes (MMD) créés/ redynamisés et assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelles de leurs ménages à travers les greniers féminins de soudure, la sensibilisation sur la nutrition et l'utilisation des kits d'intrants agricoles		171 groupements (13%); 36 greniers féminins (40%) 9 950 kits distribués (65%)	675 groupements (50%) 45 greniers féminins (40%) 12 288 kits (80%)	1 350 groupements (50%) 90 greniers féminins (100%) 15 360 kits productifs distribués (100%)	Rapports d'activités du projet	Semestrielle	URGP	
Composante 2. Accès aux marchés									
Effet escompté II. Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	Nombre et Pourcentage de personnes / ménages déclarant avoir amélioré l'accès physique aux marchés, aux installations de traitement et de stockage Les volumes des volumes de transaction des produits agricoles au niveau des 21 marchés réhabilités ainsi que les recettes des marchés des communes ont augmenté d'au moins 30%.	0 0	Evaluation prévue au second semestre	96 000 producteurs / productrices (40%)	240 000 producteurs/ productrices	Rapport d'évaluation d'effets du projet Bilans des structures de gestion des centres de collecte satellites et des marchés de demi-gros	Tous les deux ans	UGP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région dont le Nigéria. ▪ Les institutions financières (SFD, BAGRI, banques commerciales) financent les groupes cibles. ▪ Les communes assurent la maîtrise d'ouvrage des activités préservant les biens et intérêts communs.

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables					Moyens de vérification			Suppositions)
	Intitulé	Reference	Année 2017	Mi-parcours	Cible finale	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit 2.1. Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions 2.1.2 Les pistes rurales facilitant la circulation dans les PDE (désenclavement des zones de production et accès aux centres de collecte satellites et marchés de demi-gros) sont réhabilitées/ construites	Nombre d'infrastructures/ installations de marchés de transformation ou de stockage construites ou réhabilitées par type et ayant pris en compte les risques climatiques.	0	5 plateformes; 4 Marchés de demi-gros; 5 Maisons de paysans; 01 centre de collecte;	5 plateformes 6 marchés de demi-gros 10 centres de collecte	6 plateformes 10 marchés de demi-gros 18 centres de collectes	Rapport d'activité du projet	Semestrielle	UGP	<ul style="list-style-type: none"> Partenariat Public-Privé soutenu par les communes Fonds d'entretien routier opérationnel
	Nombre de kilomètres de routes/ pistes rurales construites, réhabilitées ou aménagées et ayant pris en compte les risques climatiques	0	215 km de pistes engagées (25,3%) dont 62.5km en réception provisoire	400 km (47%)	850 km (100%)	Rapport d'activité du projet	Semestrielle	UGP	
Produit 2.2. Les acteurs ruraux (secteur privé et public) utilisent et/ou tirent profit des infrastructures économiques gérées durablement	Nombre d'organisations/ structures de gestion d'infrastructures rurales (GIE, OP, BCER, groupes de commercialisation) ayant accès aux services permettant leur développement y compris les institutions financières (par type) partenaires du programme	0	3 GIE; 42 brigades communautaires 22 groupes de commercialisation Identification des groupes pour les AGR et les MER en cours 4 IF en initiation du partenariat	6 réseaux de brigades créés 15 groupes de commercialisation créés/consolidés (par type) 4 IF en partenariat avancé	27 groupes créés 9 réseaux de brigades créés 40 groupes de commercialisation créés/consolidés (par type) 4 IF en partenariat consolidé	Rapport d'activité du projet Les notes thématiques	Semestrielle	URGP et CENAT	<ul style="list-style-type: none"> Une culture d'épargne et de crédit se développe en milieu rural
Produit 2.3. Les échanges transfrontaliers sont facilités pour les acteurs des pôles de développement ciblés, pour une plus grande intégration régionale des échanges	Un dispositif de suivi des flux transfrontaliers et des tracasseries routières par corridor est mis en place	Les flux et les types de tracasseries sont connus	Un contrat conclu avec le CILSS pour la mise en œuvre	Les cadres de concertation inter-acteurs sont mis en place et actifs	Le flux transfrontalier est maîtrisé et la circulation des biens et des personnes est améliorée	Rapport d'activité du projet	Semestrielle	URGP et CENAT	Stabilité socio-politique au Nigéria Absence de crise alimentaire majeure

*Up to 15 indicators including a few optional RIMS indicators. In addition to these, RIMS mandatory indicators must be added. **The distribution of indicators is illustrative ***Intermediate targets for the Goal and Outputs are optional

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilités	Dates convenues
Exécution du projet	Assurer la mobilisation effective des fonds de contrepartie en numéraire.	Gouvernement Suivi par la CENAT	Immédiat
	Préparer une analyse approfondie de la situation de la masse salariale et proposer des solutions pour assurer sa soutenabilité pour le reste de la durée du Programme.	CENAT et Coordinateur URGP	Décembre 2017
	Ouvrir les contrats non performants à la concurrence.	Coordinateur URG	Décembre 2017
Produits et effets	Composante 1: Renforcement durable de l'agriculture familiale		
	AS1: Aménagement des bassins versants		
	Planifier en amont l'élaboration des conventions de partenariat de la GRN pour que les travaux mécaniques débutent dès le mois de février pour ne pas concurrencer la disponibilité de main d'œuvre en début de saison de pluie pour la production agricole.	Resp. Composante 1 3 URG	Février 2018
	Organiser une mission d'évaluation des surfaces éligibles à la fixation de dunes dans la zone du ProDAF Maradi en impliquant les acteurs concernés (services techniques, Mairies, HC3N et Conseil Régional de Maradi) et envisager une réaffectation des fonds sur le poste de la lutte contre le Sida cordifolia.	Coordinateur Maradi, CENAT ATNS/IP	Décembre 2017
	S'accorder avec les partenaires techniques lors de l'établissement des conventions de partenariat pour que l'intégration des COGES au sein des AUE soit notifiée dans le contrat et prise en compte dans l'évaluation de la qualité de leur prestation.	Resp. Composante 1 Partenaires techniques	Novembre 2017
	AS3: Aménagement des bassins de production		
	Elargir et privilégier les partenariats avec les institutions financières de proximité pour donner plus d'opportunité de choix aux petits producteurs sur le financement à coûts partagés.	Resp. Composante 1	Immédiat et continu
	Intensifier les missions d'information-sensibilisation au niveau des promoteurs afin que ces derniers s'engagent dans le crédit en toutes connaissances de causes.	Resp. Composante 1	Immédiat et continu
	AS4: Adaptation de l'agriculture aux changements climatiques et AS5: Amélioration de la petite irrigation		
	Organiser le voyage d'étude international prévu au profit des producteurs.	Resp. Composante 1/CENAT	Avant septembre 2017
	Promouvoir les pratiques de l'Agriculture de Conservation au niveau des parcelles paysannes.	Resp. Composante 1	Activité en continue
	Assurer la mise en relation des producteurs et des distributeurs agréés de pesticides homologués et de qualité.	Resp. Composante 1/DRA	Activité en continue
	AS6: Amélioration du petit élevage et de l'aviculture		
	Effectuer un audit technique sur les 10 broyeuses livrées à Tahoua et des 6 premiers de Maradi afin d'apporter des corrections sur les défauts.	Coord. URG Maradi et Tahoua	Immédiat
	Ne pas prévoir des nouveaux kits de PR à Tahoua et Maradi jusqu'à la MTR. Poursuivre l'opération à Zinder jusqu'à la limite des prévisions du COSTAB.	Coord. URG Maradi, Tahoua et Zinder	Immédiat
	AS8: Leadership féminin et sécurité nutritionnelle		
	Prendre en compte dans la typologie des AGR, les activités non agricoles qui intéressent les jeunes.	Resp. Composante 1 et AT LFSN des 3 URG	Immédiat et continu

	Composante 2 : Accès aux marchés des exploitations agricoles familiales		
	AS 9. Développement des infrastructures commerciales des PDE		
	Pour la maison du paysan de Tessaoua, faire une évaluation des travaux exécutés, saisir les administrations compétentes pour résilier le contrat et procéder au recrutement d'une autre entreprise en vue de l'achèvement des travaux.	Resp. Composante 2 Maradi	Immédiat
	Poursuivre les études techniques similaires pour les futurs MDG, en intégrant les ouvrages d'alimentation en eau dans les dossiers techniques.	Resp. Composante 2	Immédiat
	Opérationnaliser et généraliser le dispositif de supervision rapprochée expérimenté dans les travaux des pistes pour toutes les infrastructures.	Resp. Composante 2	Immédiat
	Inclure dans les marchés de contrôle des travaux des clauses spécifiques relatives aux défaillances de la qualité du contrôle. Un conseil juridique pourrait être requis pour la relecture des contrats des travaux.	Resp. Composante 2	Immédiat
	AS10. Construction des pistes rurales		
	Accélérer le processus de diagnostic, tenir un atelier national et proposer un plan d'action.	DGGR - MAG/EL	Octobre 2017
	Dispositif de gestion des infrastructures commerciales (AS11) et Promotion d'activités commerciales au sein des pôles de développement (AS12)		
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de collaboration tripartite URGP ProDAF/Maradi – ONAHA - Coopératives/GIE et Mairie pour booster la production sur 656 ha à Djirataoua 1 et 2 dont les principales spéculations sont le Maïs, l'oignon, le Choux, la tomate, etc. Ce programme de production sera accompagné par des actions promotion commerciales en période de récolte sous forme de foire sous régionale.	Coordonnateur URGP de Maradi	Immédiat
Suivi Evaluation	Faire une séance de sensibilisation et de plaider au niveau des autorités locales pour ramener le marché à bétail à côté du MDG.	Coordonnateur/ ATNS/IP	Immédiat
	Redimensionner les infrastructures des futures marchés (Hall de transaction, les sanitaires, le parc de stationnement, guérite, MAEP etc) en tenant compte du flux réel.	Resp. Composante 2 des 3 URGP	Immédiat
	Organiser un atelier interne impliquant les responsables des composantes du ProDAF pour l'appropriation, le test des fonctionnalités du système informatique de S&E et valider l'ensemble des corrections à apporter.	ATNSE	31 juillet 2017
	Contracter le concepteur du système informatique du S&E pour corriger les problèmes identifiés et stabiliser l'application.	ATNSE	15 novembre 2017
Etat d'Avancement de l'Exécution du Programme	Revoir et simplifier le mode de pondération de l'évaluation de l'exécution technique en prenant en compte le poids financier de l'activité considérée.	ATNSE	30 août 2017
	Compléter les études de référence spécifiques suivantes: <ul style="list-style-type: none"> ouvrages de mobilisation des eaux; modules d'analyse économiques et financière sur les pistes et seuils d'épandage. 	ATNSE	15 novembre 2017
	Procéder à un audit organisationnel de la structure actuelle du Programme et ses besoins en personnel et proposer des ajustements permettant d'assurer la soutenabilité financière de leur prise en charge.	Coordonnateurs URGP/ATNS/CENTA/IP	30 sept. 2017
	Procéder une relecture du Costab du ProDAF afin de caler les montant disponibles par rapport aux cibles et faire une planification des cibles par URGP.	URGP et CENAT	30 sept. 2017
	Prendre des mesures pour clarifier la mise à disposition permanente des locaux des sièges des projets construits sous financement FIDA à l'usage des projets sous appuis financiers du FIDA.	MAG/EL	Immédiat
	Réévaluer les montants des avances aux partenaires de mise en œuvre en les indexant aux livrables à très courts termes permettant aux opérateurs de réunir les justificatifs dans les délais raisonnables.	Resp. Composante 1	Immédiat et continue

	Organiser un atelier regroupant l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre du Programme sur la détermination de livrables et procéder à une harmonisation des éléments constitutifs des conventions et contrats de mise en œuvre.	CENAT – ATN IP	30 sept. 2017
	Veiller à séparer les missions régaliennes des services techniques en matière de supervision de leur rôle d'opérateur pour éviter tout conflit d'intérêt dans la mise en œuvre des conventions.	Coord des 3 URGP	31 oct. 2017
	Revoir l'ensemble des partenariats scientifiques dans le sens d'un apport de réponses aux préoccupations pratiques des agriculteurs/éleveurs et privilégier les initiatives de recherche actions visant le transfert des innovations aux producteurs sur le terrain.	Coord des 3 URGP	Immédiat et continue
Communication et Gestion des savoirs	Rédiger et valider une note de cadrage/manuel d'ingénierie sociale sur les ouvrages de mobilisation des eaux.	CENAT	Avant fin octobre 2017
	Rattacher le spécialiste en communication au niveau de la CENAT pour une meilleure mise en œuvre de la stratégie de communication.	CENAT et Coordonateurs URGP	30 sept 2017
Ciblage des bénéficiaires	Conduire une tournée de sensibilisation sur une meilleure prise en compte des jeunes femmes et des jeunes hommes à l'intérieur de chaque groupe d'acteurs de marché dans le <i>Hadin gwiwa</i> .	AT LFSN et CRA de Maradi et de Tahoua	Avant novembre 2017
	Pour améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux DMP d'irrigation, cibler des sites ayant: (i) un potentiel d'irrigation partiellement inexploité; (ii) des OP incluant les femmes et les jeunes engagés ou voulant s'engager dans l'irrigation. Sur ces sites: (i) sensibiliser les chefs coutumiers/les maires sur l'attribution de parcelles irriguées à ces OP et (ii) accompagner ces groupements dans la formalisation des contrats de location/mise à la disposition et l'obtention de l'acte foncier, ainsi que dans la constitution et dépôt de leur dossier de microprojet.	Resp. composante 1 et AT LFSN des 3 URGP	Immédiat et continu
	Insérer la présence d'OP avec un fort taux de jeunes et de femmes dans les critères de ciblage géographique pour les petits périmètres et AHA.	Resp. composante 1 et AT LFSN des 3 URGP	Immédiat et continu
Aspects fiduciaires	Faire un suivi rigoureux et le plaidoyer auprès des autorités compétentes la mobilisation de ressources de la contrepartie nationale et assurer une Consommation rapide des ressources déjà libérées dans la loi des finances 2017.	ATNS/Coordonnateur, Ministère Plan, Agriculture	Immédiat Action continue
	Faire preuve de Diligence dans la justification des avances aux partenaires et rabaisser les montants des avances.	ATNS/CENAT/Coord	Immédiat
	Evaluer l'impact budgétaire et juridique des charges du personnel en lien avec les résultats de l'Audit organisationnel et soumettre à l'appréciation du FIDA les propositions de la ventilation des surcoûts salariaux.	ATNS, Coord./ATNCF	Octobre
	Poursuivre les efforts de plaidoyer pour la déconcentration du processus de passation des marchés selon les seuils appropriés.	ATNS, Coord., Min. Agric./Plan/Finances	Immédiat et Continue
Durabilité	Concentrer les efforts d'ingénierie sociale sur le marché de Djirataoua afin de rendre le marché opérationnel dans les meilleurs délais.	Resp Composante 1 et URGP Maradi AcSSA	Immédiat

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA au 31 mai 2017 (y compris indicateurs SYGRI)

Rubriques	Unité	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	TR PTBA 2017	Cible Globale	Cumul Cibles réalisées	Taux cumulé
Composante A: Renforcement durable de l'Agriculture familiale								
Activité Structurante (AS) 1: Aménagement des Bassins Versants (BV)								
Récupération des terres dégradées et traitement des bassins versants contre l'érosion	Ha	4 343	1 632	1 155	71%	9 568	5 498	57%
Traitement des bassins BV contre l'érosion et le ruissèlement	Ha	869	940	261	28%	6 367	1 131	18%
Fixation des dunes (mares et cuvettes)	Ha	0	550	98	18%	1 950	98	5%
Confection de Haies vives	Ha	0	65	0	0%	400	0	0%
Aménagements des couloirs de passage et espaces sylvo-pastoraux	Ha	0	340	285	84%	2 500	285	11%
Promotion de la régénération naturelle assistée	Ha	0	28 350	12 437	44%	193 425	12 437	6%
AS2: Infrastructures de mobilisation des eaux								
Mini barrages	Nbre	0	1	0	0%	7	0	0%
Seuils d'épandage type 1 en série	Nbre	0	32	0	0%	134	0	0%
Seuils d'épandage type 2 en série	Nbre	0	2	0	0%	5	0	0%
Aménagements des mares	Nbre	0	0	0		4	0	0%
AS3. Aménagement des bassins de production								
Microprojets de binômes irrigants autour des mares	Ha	0	0	0		400	0	0%
Microprojets de binômes irrigants en amont des barrages	Ha	0	30	0	0%	1 100	0	0%
Microprojets de binômes irrigants liés aux nouveaux bassins de production	Ha	332	580	6	1%	2 660	338	13%
Travaux d'aménagement hydro agricoles en aval des mini barrages	Ha	0	0	0		700	0	0%
AS4. Adaptation de l'Agriculture pluviale aux changements climatiques								

Rubriques	Unité	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	TR PTBA 2017	Cible Globale	Cumul Cibles réalisées	Taux cumulé
Champs Ecoles Paysans (CEP)	CEP	74	133	0	0%	845	74	9%
Mise en place de l'Appui Conseil Agricole Paysan (ACAP)	Ha	900	1 470	0	0%	12 425	900	7%
AS5. Développement des cultures irriguées								
Champs Ecoles Paysans Maraîchers (CEPM)	CEPM	251	192	80	42%	821	331	40%
AS6. Amélioration de l'aviculture et du petit élevage								
Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP)	Nbre	0	2	0	0%	6	0	0%
Vaccination contre la maladie de Newcastle	Nbre	0	1	0	0%	18	0	0%
Démonstrations d'Initiatives Paysannes en Elevage (DIPE)	Nbre	55	51	26	51%	210	81	39%
Octroi kits animaux (caprins et volailles)	Kits	0	1 250	318	25%	6 840	318	5%
AS7. Renforcement organisationnel et institutionnel								
Signature Conventions avec CRA, DRA, COFO et fédérations	Nbre	15	13	2	15%	23	17	74%
AS8. Leadership féminin et amélioration sécurité nutritionnelle								
Mise en place Grenier Féminin de Soudure/Banque céréalière (bâtiment, stock, petit équipement et appui gestion)	Nbre	0	36	0	0%	90	0	0%
Mise en place Jardins de cases JDC/ (kits Semences Cassia tora, Moringa, kits engrais)	Nbre	0	600	0	0%	3 700	0	0%
Octroi Kits Agricole-Semences-Engrais aux ménages les plus vulnérables	Kg	66 758	112 150	93 400	83%	515 400	160 158	31%
Promotion des Activités Génératrices de Revenus (femmes et jeunes)	Nbre	73	122	0	0%	320	73	23%
Kits suivi nutritionnel des enfants et Kits IEC au profit des relais communautaires	Nbre	0	263	0	0%	1 200	0	0%
Alphabétisation des femmes/jeunes	Centre	58	103	0	0%	360	58	16%
Composante B: Accès aux marchés								
AS9. Développement des infrastructures commerciales								
Marchés de Demi Gros (MDG) (démarrage/construction)	Nbre	1	2	0	0%	16	1	6%
Maisons de Paysans (MP)	Nbre	3	8	1	13%	9	4	44%

Rubriques	Unité	Cibles réalisées 2016	Cibles PTBA 2017 prévues	Cibles réalisées PTBA 2017	TR PTBA 2017	Cible Globale	Cumul Cibles réalisées	Taux cumulé
Plates-formes de commercialisation	Nbre	0	6	0	0%	6	0	0%
Centres de collectes Satellites (CCS)	Nbre	0	4	1	25%	20	1	5%
AS10. Pistes rurales								
Travaux neufs	Km	7	100	84	84%	773	91	12%
Travaux réhabilitation	Km	18	0	0		264	18	7%
AS11. Développement des structures de gestion des infrastructures								
Convention avec un prestataire spécialisé pour mise en place des structures de gestion des MDG	Nbre	1	3	2	67%	4	3	75%
AS12. Promotion d'activités commerciales au sein des PDE								
Renforcement des promoteurs et des Petites et Moyennes Entreprises (PME)	Groupe	0	21	0	0%	750	0	0%
Renforcement des capacités des Institutions Financières (IF)	Nbre	3	8	4	50%	16	7	44%
Financement des promoteurs	Nbre	0	1	0	0%	9 641	0	0%
AS13. Développement des échanges transfrontaliers								
Mise en place d'une cellule technique locale et du corridor Tahoua-Sokoto-Kebbi-Zanfara	Appui	0	3	2	67%	11	2	18%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composantes, et décaissements par catégories

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD) au 31 mai 2017

Source de financement (a)	Approbation (USD) (b)	Décaissements avant DRF/DPD en instance au 31/05/2017 (USD) (c)	Taux de décaissements avant DRF/DPD en instance (d)	DRF/DPD en instance (USD) (e)	Total Décaissements après DRF/DPD en instance (USD) (f)	Taux de décaissements après DRF/DPD en instance (g)
Guichet FIDA 200000001115 &1116	48 494 855,13	9 491 212,70	19,97%	7 899 723,79	17 749 116,98	36,60%
Don ASAP 20000001117	12 970 527,62	1 363 522,22	10,61%	2 217 294,86	3 645 663,46	28,11%
Gouvernement	33 399 650,96	53 901	0,16%	47 605,81	101 507,02	0,30%
Bénéficiaires	11 138 365,55	0	0,00%			0,00%
OFID	15 000 000,00	427 750	2,85%	539 842,63	967 592,63	6,45%
FEM-PAI	7 636 422,00	551 826	7,23%		551 825,98	7,23%
TOTAL	128 639 821,3	11 888 212	9,24%	10 704 467,09	23 015 706,07	17,89%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en FCFA)

Guichets financiers	Composante 1		Composante 2		Composante 3		Total		Taux de décaissement des 3 guichets
	Prévision	Décaissement	Prévision	Décaissement	Prévision	Décaissement	Prévision	Décaissement	
PRODAF/FIDA/ASAP	5 823 559 773	944 057 240	2 335 414 495	396 151 267	2 125 475 227	562 123 969	10 284 449 495	1 902 332 476	18%
ProDAF/OFID	0	0	1 188 832 153	44 398 888	42 040 000	11 938 139	1 230 872 153	56 337 027	5%
ProDAF/FEM	436 470 000	42 289 903	0	0	27 450 000	8 888 018	463 920 000	51 177 921	11%
Total	6 260 029 773	986 347 143	3 524 246 648	440 550 155	2 194 965 227	582 950 126	11 979 241 648	2 009 847 424	17%

Tableau C

Pays: Niger

ProDAF FIDA

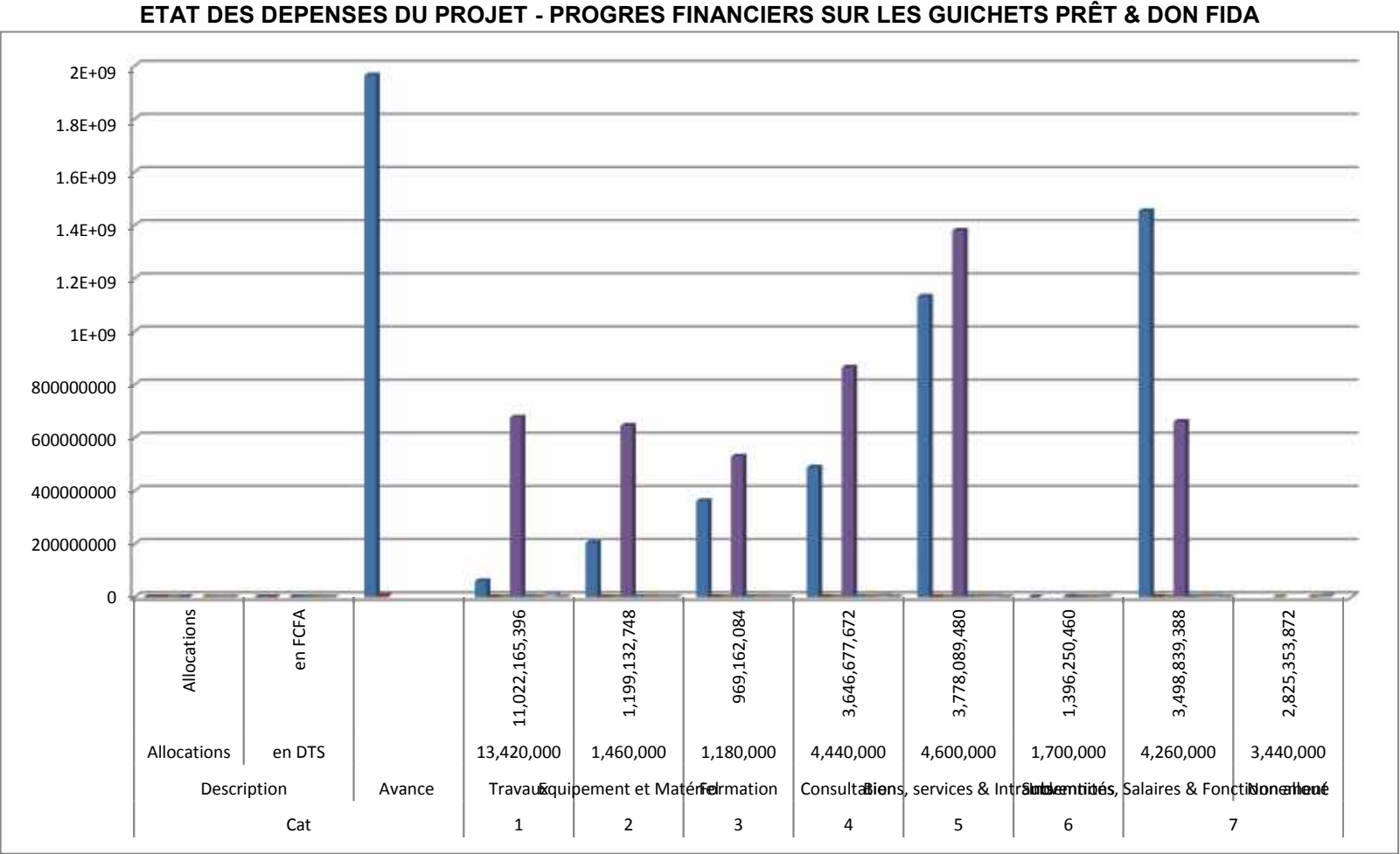
PRÊT & DON FIDA N°2000001115

N°2000001116

taux moyen:
829,028

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU ProDAF
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LES GUICHETS PRÊT & DON FIDA
31-mai-17

Catégorie	Description	Allocations en DTS	Allocations en FCFA	Balance							
				Décaissements en FCFA au 31/05/2017	Décaissement en DTS suivant LGS	%	Décaissement En attente		Décaissement Total En DTS	Solde en DTS	%
							DRF en FCFA	DRF en DTS			
	Avance			1 964 228 149,89	4 091 684,51						
1	Travaux	13 420 000	11 022 165 396	60 822 842,00	13 071,39	0,10%	676 154 872	815 599,56	74 350,25	13 345 649,75	0,55%
2	Equipement et Matériel	1 460 000	1 199 132 748	204 040 071,00	136 398,16	9,34%	645 796 162	778 979,92	915 378,08	544 621,92	62,70%
3	Formation	1 180 000	969 162 084	361 862 723,00	235 069,36	19,92%	529 328 235	638 492,59	873 561,95	306 438,05	74,03%
4	Consultation	4 440 000	3 646 677 672	488 584 167,00	375 067,83	8,45%	864 589 412	1 042 895,31	1 417 963,14	3 022 036,86	31,94%
5	Biens, services & Intrants	4 600 000	3 778 089 480	1 131 403 815,00	645 758,41	14,04%	1 379 838 621	1 664 405,33	2 310 163,74	2 289 836,26	50,22%
6	Subventions	1 700 000	1 396 250 460	-	-	-	1 500 000	1809,34	1 809,35	1 698 190,65	-
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	4 260 000	3 498 839 388	1 453 358 885,00	1 394 474,78	32,73%	660 642 097	796 887,56	2 191 362,34	2 068 637,66	51,44%
	Non alloué	3 440 000	2 825 353 872	-	-	0,00%	-	-	0,00	3 440 000,00	-
TOTAUX		34 500 000	28 335 671 100	5 664 300 652,89	6 891 524,44	19,98%	4 757 849 399	5 739 069,61	12 630 594,05	21 869 405,95	36,61%



Pays: Niger
ProD DON ASAP

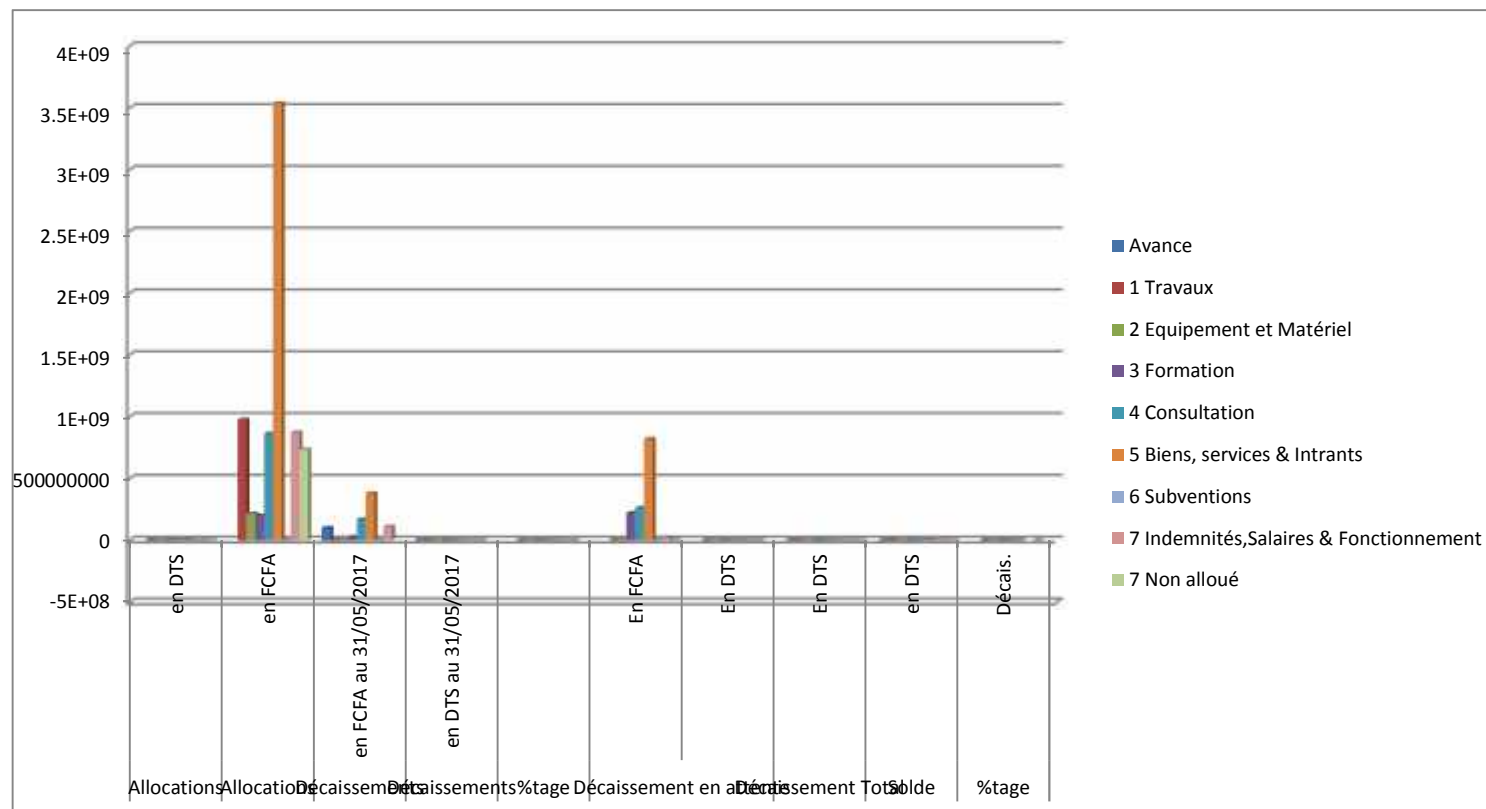
taux moyen
 827,65375

AF:
DON ASAP
N°2000001117

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE DON ASAP
31-mai-17

Catég.	Description	Allocations en DTS	Allocations en FCFA	Balance							
				Décaissements en FCFA au 31/05/2017	Décaissement s en DTS au 31/05/2017	%tage	Décaissement en attente		Décaissement Total En DTS	Solde en DTS	%
							En FCFA	En DTS			
	Avance			101 443 477,00	521 899,26				521 899,26	- 521 899,26	
1	Travaux	1 220 000	976 000 000	-	-	0,00%	-	-	-	1 220 000,00	0,00%
2	Equipement et Matériel	270 000	216 000 000	-	-	0,00%	1 200 000,00	1 449,88	1 449,88	268 550,12	0,54%
3	Formation	250 000	200 000 000	26 620 365,00	13 386,92	5,35%	221 990 357,00	268 216,46	281 603,38	- 31 603,38	112,64%
4	Consultation	1 080 000	864 000 000	170 771 668,00	85 348,11	7,90%	263 782 583,00	318 711,28	404 059,39	675 940,61	37,41%
5	Biens, services & Intrants	4 420 000	3 536 000 000	380 610 521,00	276 624,51	6,26%	821 562 100,00	992 639,86	1 269 264,37	3 150 735,63	28,72%
6	Subventions	0	0	-	-	0,00%	-	-	-	-	
7	Indemnités, Salaires & Fonctionnement	1 090 000	872 000 000	110 133 969,00	89 818,83	8,24%	26 337 000,00	31 821,28	121 640,11	968 359,89	11,16%
	Non alloué	920 000	736 000 000				-		-	920 000,00	
TOTAUX		9 250 000	7 400 000 000	789 580 000,00	987 077,63	10,67%	1 334 872 040,0	1 612 838,75	2 599 916,38	6 650 083,62	28,11%

ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE DON ASAP



Appendice 6: Application des dispositions de l'Accord de Financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section B	A) L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du projet pour un montant de 33,4 millions de dollars (USD), représentant: i) l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Projet pour 18,6 millions; ii) un montant en numéraires de 14,8 millions; B) L'emprunteur ouvre un compte désigné en F CFA dans une banque acceptable par le FIDA	Démarrage	La mobilisation des fonds de contrepartie en numéraire est très faible (16 millions mobilisés et 40 autres projetés contre 2 milliards attendus)	Disposition très partiellement respectée
Section C	L'agent principal du Programme est le Ministère de l'Agriculture	Démarrage	L'autorité tutélaire reste le Ministère de l'Agriculture	Disposition respectée
Section D	L'Accord de Financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'Emprunteur	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un Compte Désigné a été ouvert à Niamey et 3 comptes d'opérations ouverts à Maradi, Tahoua et Zinder	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n°1576 du 24 janvier 2014. Application des procédures nationales	Disposition respectée
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Une police d'assurance maladie couvre le personnel, une autre se réfère aux matériels de transport (véhicules et motos) et les bâtiments. Par contre, aucune police n'assure la couverture des autres éléments d'actifs	Disposition partiellement respectée
Section 7.01.b	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	Le PTBA 2017 a été intégré dans le PTBA consolidé du ProDAF soumis et approuvé par le FIDA	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestriellement	Les rapports trimestriels sont régulièrement envoyés	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à tiers-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Non échue	Terme non encore échu	Disposition non échue
Section 9.02	L'Emprunteur remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, ressources, et	Avril 2017	Les états financiers du projet ont été présentés	Disposition respectée
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2017	Rapport d'audit du ProDAF attendu le 30 juin 2017 après la présente revue. Les rapports des autres projets soumis dans les délais	Disposition en cours
Section 11	Le projet doit être exempté de tout impôt	Chaque année	Certaines dépenses comportent des taxes indirectes (TVA notamment), contrairement aux dispositions de l'Accord: factures d'énergie, d'eau de téléphone, internet, assurance, etc.	Disposition partiellement respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Gestion des savoirs, communication et apprentissage

Le Spécialiste en communication recruté à la fin 2016 est inséré dans l'équipe du Programme et le développement d'une stratégie de communication est en cours.

Une rencontre sur l'intégration sous régionale des échanges entre les équipes des Programmes FIDA du Niger et du Nigéria a eu lieu à Katsina en janvier 2017 et a servi de moyen pour valoriser les acquis du ProDAF sur l'intégration sous régionale des échanges à l'échelle de la sous-région.

Les différentes URGP et la CENAT ont par ailleurs participé à une formation sur la capitalisation en matière de résilience organisée par les Agences du système des Nations Unies basées à Rome (FAO, PAM et FIDA). Le ProDAF participe pleinement au processus de capitalisation des expériences mis en place à ce niveau.

Outils et initiatives développés

En matière de gestion des connaissances et communication, la mise à profit des outils et initiatives développés par le Programme se poursuit, notamment par:

- La valorisation des groupements paysans de services formés par le PPI RUWANMU, le PASADEM et d'autres partenaires pour l'encadrement des producteurs vulnérables en matière de vulgarisation des bonnes pratiques agricoles;
- L'exposition de divers supports de visibilité composés de kakemonos, banderoles, posters valorisés conçus dans le cadre de divers événements;
- L'opérationnalisation progressive des centres de documentation dans l'enceinte des sièges des URGP de Tahoua et Zinder emboitant le pas à Maradi qui a bénéficié des acquis du PASADEM.

En matière d'innovation

Au cours de la période, le Programme a produit deux notes de cadrage pour la mise en œuvre des activités de Démonstration d'Innovation Paysannes en Elevage (DIPE) et sur la mise conduite des opérations de kits de bétail aux bénéficiaires. Ces notes de cadrage ont constitué un excellent outil d'harmonisation des approches entre URGP et CENAT et constitue une approche innovante à élargir sur les activités similaires.

Dans le domaine de la réalisation des pistes rurales, un dispositif innovant de suivi et contrôle des travaux des chantiers a été mis en place. Ce dispositif qui implique les cadres aux niveaux national, régional et départemental des Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage et du Ministère de l'équipement permet d'assurer un meilleur suivi rapproché des chantiers et mérite d'être élargi aux infrastructures de marché.